



Ministère de l'Environnement,  
de l'Economie Verte et du  
Changement Climatique



BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

# Programme d'Investissement Forestier : 2014-2021



Edition 2021









# Programme d'Investissement Forestier



Edition 2021





# SOMMAIRE

## **Livre sur les six (6) ans d'expériences du PIF 2015 -2021**

**Sigles et abréviations**

**Les Points Focaux Nationaux REDD+**

**Les Coordonnateurs Nationaux de 2014 à 2021**

**Les *Team Task Leader* (TTL) du Programme de 2014 à 2021**

**Note de l'éditeur**

**Résumé exécutif**

**Introduction**

**Présentation du Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso**

**Le Projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+  
(PGFC/REDD+)**

- Présentation du projet
- Dispositif de mise en œuvre
- Approches d'intervention
- Les études de base
- Réalisations
- Difficultés rencontrées
- Leçon tirée de la mise en œuvre
- Performances du projet
- Rétrospective de l'actualité PGFC/REDD+

**Le Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB)**

- Présentation du projet
- Dispositif de mise en œuvre
- Approches d'intervention
- Les études de base
- Réalisations
- Performances du projet
- Difficultés rencontrées
- Leçon tirée de la mise en œuvre
- Rétrospective de l'actualité du PGDFEB

**Préparation à la REDD+**

- Quelques activités majeures de la préparation à la REDD+

**Conclusion**





# Sigles et abréviations



<b>ADM</b>	Analyse et Développement des Marchés
<b>AEPS</b>	Adduction d'Eau Potable Simplifiée
<b>APDL</b>	Aménagistes Planificateurs du Développement Local
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BNCC-REDD+</b>	Bureau National du Changement Climatique et la REDD+
<b>CAF</b>	Chantier d'Aménagement Forestier
<b>CCNUCC</b>	Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique
<b>CENAFOR-REDD+</b>	Centre National de Formation sur la REDD+
<b>CGF</b>	Comité de Gestion Forestière
<b>CIF</b>	Climat Investment Funds / Fonds d'Investissement Climatique
<b>CIRAD</b>	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
<b>COGES</b>	Comité de Gestion Forestière
<b>COGIM</b>	Comité de Gestion des Infrastructures Marchandes
<b>COP25</b>	25 <sup>ème</sup> Conférence des Parties sur le Climat
<b>CTF</b>	Clean Technology Fund
<b>DGEVCC</b>	Direction Générale de l'Economie Verte et du Changement Climatique
<b>DGI</b>	Direction Générale des Impôts
<b>EDL</b>	Equipe Développement Local
<b>EPI</b>	Equipements de Protection Individuels
<b>FCPF</b>	Forest Carbon Partnership Facility
<b>FIE</b>	Fonds d'Intervention pour l'Environnement
<b>GGF</b>	Groupement de Gestion Forestière
<b>INSD</b>	Institut National de la Statistique et de la Démographie
<b>MEEVCC</b>	Ministère de l'Environnement de l'Economie Verte et du Changement Climatique
<b>MNV</b>	Mesure-Notification-Vérification
<b>NIES</b>	Notices d'Impact Environnemental et Social
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>PADA-REDD+</b>	Projet d'Appui au Développement de l'Anacarde pour la REDD+ dans le bassin de la Comoé





<b>PAF</b>	Plan d'Aménagement Forestier
<b>PAG</b>	Plan d'Aménagement et de Gestion
<b>PCD</b>	Plan Communal de Développement
<b>PDIC / REDD+</b>	Projet de Développement Intégré Communal pour la REDD+
<b>PFNL</b>	Produits Forestiers Non Ligneux
<b>PGDFEB</b>	Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés
<b>PGFC/REDD+</b>	Projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+
<b>PIF</b>	Programme d'Investissement Forestier (PIF)
<b>POAS</b>	Plan d'Occupation et d'Aménagement des Sols
<b>PRD</b>	Plan Régional de Développement
<b>PSE</b>	Paiement pour Service Environnemental
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>REDD+</b>	Réduction des Emission dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts
<b>SCF</b>	Strategic Climate Fund
<b>SNSIF</b>	Service National de Surveillance et d'Information sur les Forêts
<b>STD</b>	Service Technique Déconcentrés
<b>STN-REDD+</b>	Secrétariat Technique National REDD+
<b>TCO2. Eq.</b>	Tonne équivalent
<b>UCP</b>	Unité de Coordination du Projet
<b>ZAT</b>	Zone d'Appui Technique



**2010 - 2017**  
**Samuel YEYE**



**Depuis 2018**  
**Mamadou BATIENE**





**2014 - 2017**  
**Ibrahim LANKOUANDE**



**2017 - 2019**  
**Sibiri KABORE**



**2019 - 2021**  
**Jean Bosco SO**



**Loïc BRAUNE :**  
**TTL/Banque Mondiale**



**Garba LAOUALI :**  
**TTL/Banque Africaine de  
Développement (BAD)**





# ***Aller de l'avant dans la protection de l'Environnement et des Ressources naturelles***



**E**n 2014 le Gouvernement du Burkina Faso à travers le Ministère de l'Environnement de l'Economie Verte et du Changement Climatique a procédé au lancement du Programme d'Investissement Forestier (PIF). L'objectif principal de ce Programme était de réduire les émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts afin de renforcer leurs capacités de séquestration de carbone et de lutter contre la pauvreté. Pour atteindre cet objectif, le Programme d'Investissement

Forestier du Burkina Faso a mis en œuvre deux projet pilotes. Il s'agit du Projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+ (PGFC/REDD) et du Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB). A la date du 30 juin 2021, les deux projets pilotes ont atteint leurs points d'achèvement. Ils ont généré des résultats significatifs qui contribuent à réduire les émissions de gaz à effet de serre, dues à la reforestation et à la dégradation des forêts au Burkina Faso. Dans la dynamique de diffusion de ces résultats, nous avons initié ce livre pour partager les expériences, les acquis et les moments forts de la mise en œuvre des deux projets pilotes avec l'ensemble des partenaires et des parties prenantes au processus REDD+ du Burkina Faso. Cette publication donne encore une fois l'occasion de remercier la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, l'Union Européenne et le Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF) pour leur accompagnement technique et financier dans l'exécution des projet pilotes et la préparation du Burkina Faso à la REDD+.

*Programme d'Investissement Forestier (PIF)*





**Mafalda DUARTE, Directrice des Fonds d'Investissement Climatiques en visite dans commune de Sapouy découvre le Forage pastoral réalisé par le PGDFEB.**





# RESUME EXECUTIF

**E**n octobre 2014 le Gouvernement du Burkina Faso à travers le Ministère de l'Environnement de l'Economie Verte et du Changement Climatique a procédé au lancement du Programme d'Investissement Forestier (PIF) à Koudougou dans la région du Centre-Ouest. Deux projets pilotes ont été lancés à cette occasion. Il s'agit du Projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+ (PGFC/REDD) financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB) financé par la Banque Mondiale. Les deux projets ont été exécutés sur une période de six (06) ans dans douze (12) forêts classées (pour le PGFC/REDD+) et trente-deux (32) communes (pour le PGDFEB), le tout reparti dans 5 Régions du Burkina Faso. L'ensemble des contributions financières à la mise en œuvre du Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso s'élève à 26 milliards de franc CFA. Après six (06) ans de mise en œuvre, le Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso a enregistré des acquis appréciables dans le secteur de la foresterie, de l'agriculture, de l'élevage, de l'eau et de l'assainissement. Au terme de cette phase pilote, Le

Programme d'Investissement Forestier (PIF) affiche un taux d'exécution physique globale de **93,78% contre un taux de décaissement de 96,32%**. Concernant le bilan carbone, les deux projets pilotes d'investissement du PIF ont permis de séquestrer **5 419 821 T.CO2 équivalent** ; toute chose qui contribue à l'atteinte des objectifs que le Gouvernement s'est fixé en matière de lutte contre le changement climatique. Sur le plan social, les deux projets pilotes (PGFC/REDD+, PGDFEB) ont **impacté 737 000 personnes** sur une prévision de 250 000 personnes et généré des revenus en créant plus **700 000 emplois** dans la zone d'intervention du Programme. L'évaluation faite après la clôture des deux projets indique une Réduction de la pauvreté de l'ordre de 48% dans la zone d'intervention du Programme. Les résultats positifs engrangés ont permis au Ministère en charge de l'Environnement du Burkina Faso en partenariat avec la Banque Mondiale de formuler le « **Projet de Gestion durable des Paysages Communaux pour la REDD+ (PGPC/REDD+)** » afin de passer à une mise à l'échelle des approches et expériences menées par le Programme d'Investissement Forestier.



Maria SARRAF (au centre), responsable du pôle environnement, ressources naturelles et économie bleue pour l'Afrique de l'Ouest à la Banque mondiale a visité les réalisations du PIF dans la Région du Centre-Ouest.





# Introduction

**L**e Programme d'Investissement Forestier PIF a mis en œuvre deux projets pilotes que sont le Projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+ (PGFC/REDD+) et le Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB). A côté de ces deux projets pilotes, le Programme a porté la préparation à la REDD+ avant de transférer ce volet au Secrétariat Technique National REDD+ (STN-REDD+). De 2014 à 2021, des approches innovantes de gestion participative des forêts et espaces boisés dans le contexte de la REDD+ ont été expérimentées dans le cadre de la mise en œuvre des deux projets. Les dispositifs de mise en œuvre des projets ont été conçus de façon stratégique en s'appuyant sur des études de base précises. Ces études ont servi d'outils d'orientation pour la réalisation des activités. Les investissements consentis par le PIF ont concerné les secteurs de la

foresterie, de l'agriculture, de l'élevage, et du foncier. Dans sa mise en œuvre, le Programme a rencontré des difficultés spécifiques à chacun des projets pilotes, mais aussi des difficultés qui sont identifiées à l'échelle globale. S'appuyant sur les problèmes qui ont émaillé sa mise en œuvre et les stratégies utilisées pour les surmonter, le Programme d'Investissement Forestier a tiré des leçons pour optimiser une éventuelle répliquabilité des expériences menées durant les six (06) ans de mise en œuvre. A la clôture de son dernier projet d'investissement (le PGDFEB), le programme affichait une performance globale de 93,78% de taux d'exécution physique contre un taux de décaissement de 96,32%.

Une performance qui est saluée aussi bien par les acteurs de mise en œuvre du Programme que les Partenaires Techniques et Financiers.







# **Le programme d'investissement Forestier (PIF)**





## Présentation du Programme d'Investissement Forestier PIF

**L**e Programme d'Investissement Forestier (PIF) est une initiative internationale financée par le Fonds d'Investissement pour le Climat (CIF) et qui est intégré dans le dispositif institutionnel de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC). Soixante-douze pays ont adhéré au Programme. Au Burkina Faso, le Programme est porté par le gouvernement à travers le Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique, avec la spécificité d'être le seul pays sahélien parmi les bénéficiaires. L'objectif du Programme d'Investissement Forestier (PIF) est de réduire la déforestation et la dégradation des forêts en renforçant leurs capacités de séquestration de carbone et lutter contre la pauvreté. Dans sa mise en œuvre, le Programme travaille à améliorer le cadre juridique et les stratégies sectorielles nationales, renforcer la gouvernance des ressources naturelles et contribuer à la réduction de la déforestation et la dégradation des forêts classées et des espaces boisés.

### \* Le Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso

Le Programme d'Investissement Forestier du Burkina Faso a pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts. Le PIF du Burkina Faso a la particularité de mettre l'accent sur la communication, la diffusion des bonnes pratiques qui contribuent à la réduction des pressions sur les ressources boisées et le renforcement du potentiel de séquestration de carbone par l'aménagement durable des forêts. Deux projets pilotes REDD+ ont

été exécutés dans le cadre du Programme d'Investissement forestier du Burkina Faso. Il s'agit du Projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+ (PGFC/REDD+) et le Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB). Entre 2014 et 2021, le Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso a intervenu dans douze (12) forêts classées et trente-deux communes réparties dans cinq régions du Burkina Faso.

### \* Les Forêts classées dans lesquelles le PIF a intervenu

- La zone sylvopastorale de Tapoa-Boopo (Région de l'Est)
- La Forêt Classée du Nazinon (Région du Centre-Ouest)
- Forêt Classée de Tiogo (Région du Centre-Ouest)
- Forêt Classée Tissé (Région de la Boucle du Mouhoun)
- Forêt Classée de Toroba (Région de la Boucle du Mouhoun)
- Forêt Classée de Nozebou (Région de la Boucle du Mouhoun)
- Forêt Classée de Oualou (Région de la Boucle du Mouhoun)
- Forêt Classée de Kari (Région de la Boucle du Mouhoun)
- Forêt Classée de Soroboli (Région de la Boucle du Mouhoun)
- Réserve totale et partielle de faune de Bontioli (Région du Sud-Ouest)
- Forêt Classée de Koulbi (Région du Sud-Ouest)



## \* Les communes d'intervention du PIF-Burkina Faso

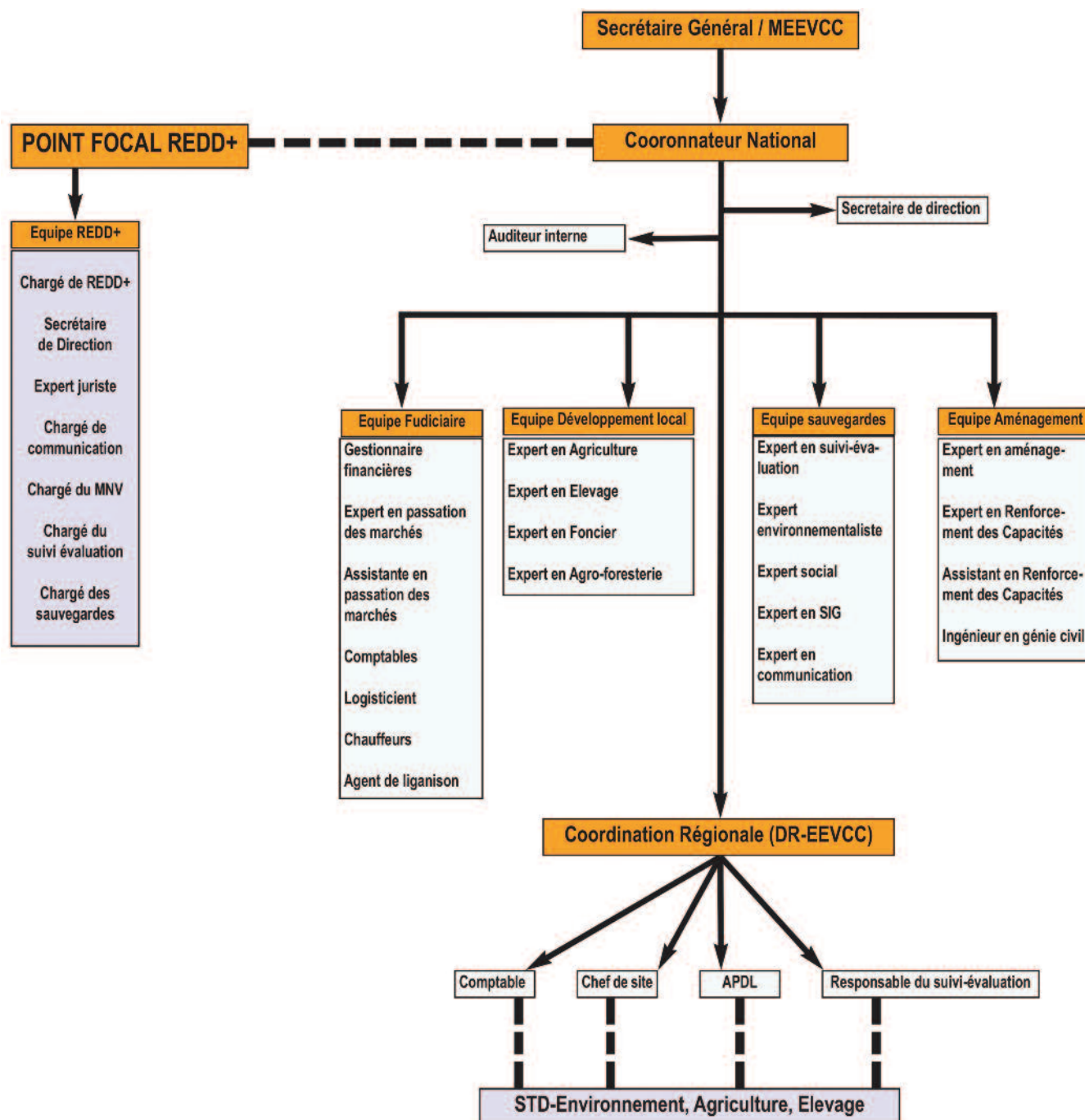
- Matiacoali (Région de l'Est)
- Kantchari (Région de l'Est)
- Partiaga (Région de l'Est)
- Sapouy (Région du Centre-Ouest)
- Bakata (Région du Centre-Ouest)
- Zamo (Région du Centre-Ouest)
- Zawara (Région du Centre-Ouest)
- Ténado (Région du Centre-Ouest)
- Kyon (Région du Centre-Ouest)
- Dassa (Région du Centre-Ouest)
- Saponé (Région du Centre-Sud)
- Ipelcé (Région du Centre-Sud)
- Doulogou (Région du Centre-Sud)
- Tchériba (Région de la Boucle du Mouhoun)
- Dédougou (Région de la Boucle du Mouhoun)
- Douroula (Région de la Boucle du Mouhoun)
- Yé (Région de la Boucle du Mouhoun)
- Gassan (Région de la Boucle du Mouhoun)
- Gossina (Région de la Boucle du Mouhoun)
- Sibi (Région de la Boucle du Mouhoun)
- Ouri (Région de la Boucle du Mouhoun)
- Boromo (Région de la Boucle du Mouhoun)
- Disshin (Région du Sud-Ouest)
- Zambo (Région du Sud-Ouest)
- Diébougou (Région du Sud-Ouest)
- Tchiakoura (Région du Sud-Ouest)
- Bouroum Bouroum : (Région du Sud-Ouest)
- Nako : (Région du Sud-Ouest)
- Midébo : (Région du Sud-Ouest)
- Batié (Région du Sud-Ouest)
- Kpuéré (Région du Sud-Ouest)
- Boussoukoulou (Région du Sud-Ouest)



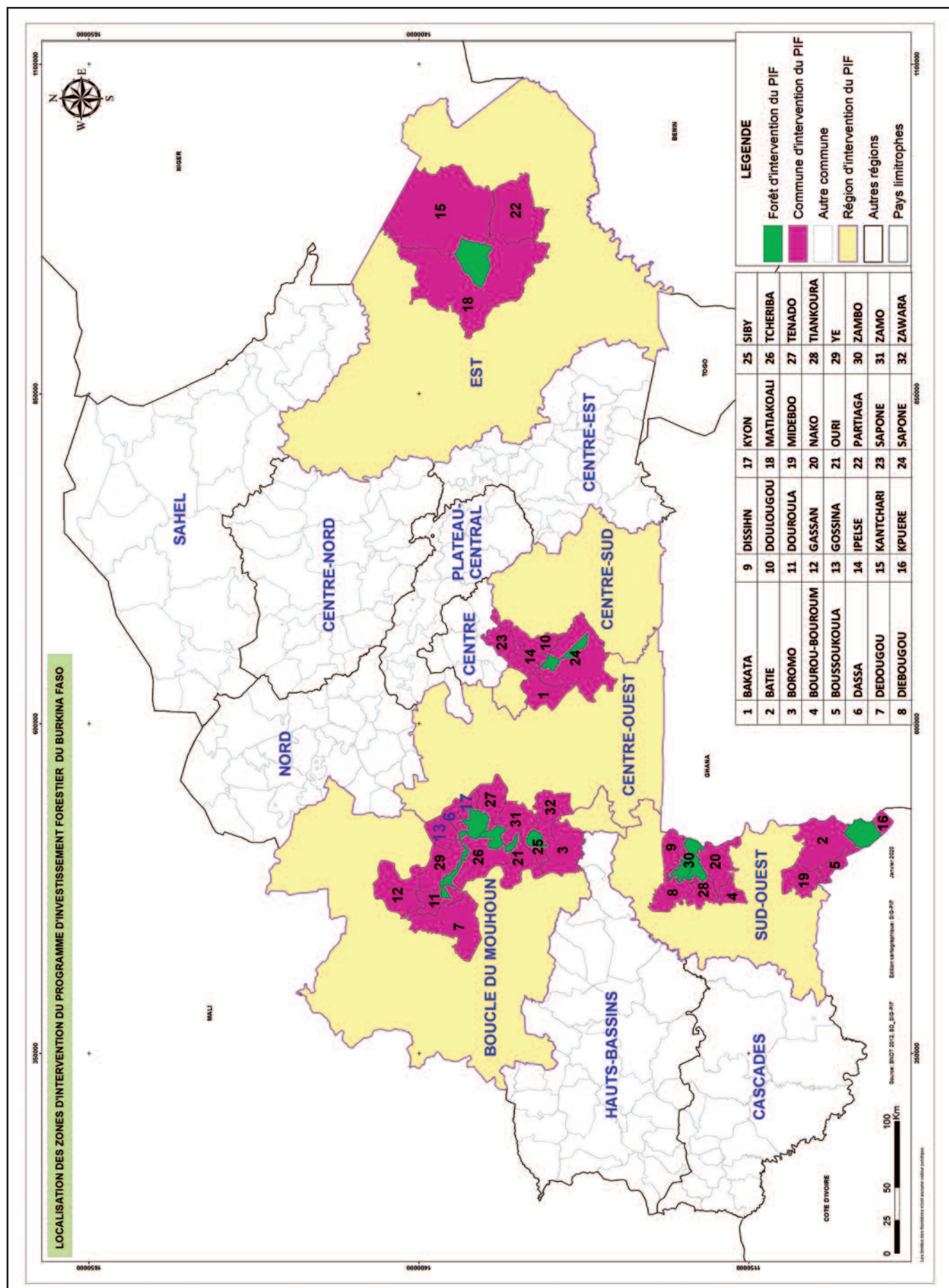




## Organigramme du PIF



# Carte synthétique du Programme d'Investissement Forestier







# **Le Projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+ (PGFC/REDD+)**





# Présentation du projet

**L**e projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+ (PGFC/REDD+) a été élaboré et mis en œuvre par le gouvernement du Burkina Faso avec l'appui technique et financier de la Banque Africaine de Développement (BAD). D'un coût global de 12,7 millions de dollars (6 milliards de Francs CFA), l'objectif sectoriel du projet PGFC/REDD+ était de contribuer à l'augmentation de la capacité de séquestration de carbone des forêts classées et à la réduction de la pauvreté en milieu rural. Les principaux résultats qui étaient attendus

du projet sont : (i) le développement du système MNV pour la REDD+, ii) l'amélioration de la gouvernance forestière pour la REDD+, iii) la sécurisation et l'aménagement de 284 000 ha de forêts classées et vi) la mise en place d'infrastructures socio-économiques d'accompagnement au bénéfice des communes riveraines. Le PGFC/REDD+ a intervenu dans douze forêts classées du Burkina, répartie dans les Régions de l'EST, du Centre-Ouest, du Centre-Sud, de la Boucle du Mouhoun et du Sud-Ouest.





### Dispositif de mise en œuvre

Le Projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+ a été mis en œuvre sous le leadership de l'Equipe « *Aménagement et Gestion durable des Forêts* » de l'Unité de Coordination du Programme (UCP). Au niveau Régional, les activités ont été réalisées sous la supervision des Coordonnateurs Régionaux (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique) du PIF appuyés par les chefs de site et du responsable du suivi-évaluation au niveau de la coordination régionale. Au niveau communautaire, douze (12) Comités de Gestion des Forêts (CGF) ont été mis en place. Leur rôle est de contribuer à la mobilisation communautaire pour la réalisation des activités d'aménagement (Reboisement, entretien des plants, ouverture de pare-feu, surveillance des forêts, etc.).





## Approche d'intervention

L'approche d'intervention du Projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+ est constituée de quatre (04) piliers. (i) le Renforcement des capacités organisationnelles, techniques et en équipements des acteurs (communautés locales et Administration forestière) ; (ii) la réhabilitation, protection et entretien des forêts par les communautés avec l'accompagnement des structures techniques ; la création d'activités génératrices de revenus pour l'amélioration des conditions de vie des communautés locales ; (iv) la mise en place d'outils

/ mécanismes de durabilité de la gestion des forêts (Comité de gestion des forêts, Fonds d'Aménagement Forestier, Paiements pour Services Environnementaux (PSE), sécurisation des investissements, partenariat). Les différents piliers de l'approche ont été implémentés de façon participative, incluant tous les acteurs (aux niveaux central, régional, communal et villageois). Avant et pendant la mise en œuvre du projet, différentes études ont été menées, soit pour préparer la mise en œuvre du projet, soit pour renforcer l'efficacité des interventions.





## Liste des études réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du PGFC/REDD+

- ✓ Revue du cadre légal dans le contexte de la REDD+
- ✓ Actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion dans le contexte de la REDD+
- ✓ Recherche-action sur les nouvelles normes d'exploitation des zones forestières dans le contexte de la REDD+
- ✓ Délimitation et bornage des forêts conformément à leurs limites légales
- ✓ Etude pour la mise en place de plateformes multifonctionnelles
- ✓ Etude/contrôle des travaux de construction des infrastructures dans les forêts
- ✓ Etude pour l'intégration de la REDD+ dans les Plans Communaux de Développement, Plans Régionaux de Développement et dans les Plans d'Aménagement et de Gestion (PCD, PRD, PAG)
- ✓ Elaboration d'un plan de brûlis
- ✓ Etude sur la co-gestion des forêts
- ✓ Etude sur l'élaboration de modèles de contrats de Paiements pour Services Environnementaux (PSE)







# **Les réalisations du Projet de Gestion participative des Forêts Classées pour la REDD+**







## Au titre du renforcement de l'organisation communautaire

**L**e projet a mis en place cinquante Groupements de Gestion Forestière (GGF), douze Comités de Gestion Forestière (CGF), trente-sept commissions de gestion des blocs. La mise en place de ces structures a permis de fédérer et de consolider les chaînes de valeurs des PFNL autour des trois (3) vocations attachées aux différents types d'aménagements, à savoir : l'aménagement sylvopastoral, l'aménagement sylvicole et l'aménagement faunique. Cette forte représentativité des acteurs du projet témoigne du caractère inclusif et transformationnel de l'approche d'intervention.





## Au titre de l'augmentation des stocks de carbone forestier

**L**e Projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+ (PGFC/REDD+) a permis de mettre en terre et d'entretenir 302 700 plants entre 2015 et 2018. Les activités de reboisement ont été menées avec la contribution des Comités de Gestion Forestière (CGF) dans les douze forêts classées. Les plantations ont été effectuées sur trente-trois parcelles de 05ha chacune clôturée avec du grillage barbelé. Le taux moyen de survie (un an après) est de 47,73%. En plus des activités de reboisement, les populations riveraines des forêts classées ont ouvert 3754 km de pare-feu pour lutter contre les feux de forêt. En termes de sécurisation foncière, les douze forêts classées ont fait l'objet de délimitation et de bornage.









## Au titre du renforcement des capacités des bénéficiaires

**L**a formation et l'équipement des acteurs ont occupé des places de choix dans la mise en œuvre du PGFC/REDD+. Ainsi, 988 producteurs ont bénéficié de formations à la gestion durable des forêts. Concernant les chaînes de valeur, 250 jeunes ont bénéficié de formations pour développer l'apiculture améliorée. Le projet a acquis 3400 ruches kenyanes et accessoires au profit des huit coopératives apicoles qui ont été créées autour des douze forêts classées. Ces contributions ont permis d'accroître les revenus des jeunes, à les fixer

dans leurs terroirs et améliorer leurs conditions de vie. Sur le plan opérationnel, le PGFC/REDD+ a acquis 454 vélos, trente-sept tricycles ainsi que du petit matériel acquis au profit des douze Comités de Gestion Forestière (CGF). Ce matériel roulant permet aux CGF de mieux organiser le reboisement, l'entretien et la surveillance des forêts. Les services techniques du ministère en charge de l'environnement ont été dotés en matériel informatique, en motos et en véhicules quatre pour leur permettre d'être plus opérationnels.









## Au titre de la promotion des technologies innovantes

**L**a problématique de l'énergie en milieu rural se pose avec acuité avec des impacts considérables sur les forêts. Pour y faire face, le Projet a favorisé l'implantation de douze plateformes multifonctionnelles installées autour des douze forêts classées. Ces unités de production ont permis de faciliter la transformation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) par les femmes, tout en leur procurant des revenus supplémentaires,

renforçant ainsi leur motivation pour la gestion durable des forêts. Le Projet a également réalisé 2050 biodigesteurs au profit de 2050 ménages. Le modèle promu par le PIF-Burkina permet de préserver 0,33ha de forêt par an. Les 2050 biodigesteurs contribuent à réduire les émissions de 2200 T. eq. CO<sub>2</sub>. A cela s'ajoute la disponibilité de l'électricité à base de biogaz qui facilite la cuisson des aliments et améliorer les conditions de vie des femmes.









## **Au titre de la construction / Réhabilitation des infrastructures**

**L**e Projet de gestion participative des forêts classées pour la REDD+ a investi dans la réalisation d'infrastructures socio-économiques. A ce sujet, cinq bases - vie de l'Administration forestière ont été construites deux bases-vie (Koulbi-Région du Sud-Ouest et Tchériba-Région de la Boucle du Mouhoun) et réhabilité cinq anciennes bases-vie (Matiacoali-Région de l'Est, Tiogo-Région du Centre-Ouest, Djikologo-Région du Sud-Ouest). Ces infrastructures viennent renforcer les conditions de travail des agents de l'administration forestière. Concernant les infrastructures marchandes, le projet a construit huit magasins de stockage de Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL), six marchés de bois, et quatre marchés de fourrage annexés de fenil. Pour faciliter l'accès des populations à l'eau potable, seize Adductions d'Eau Potable Simplifiées (AEPS) et quatre Forages à motricité humaine ont été réalisés.

- **Construction d'un Centre National de Formation à la REDD+ (CNAFOR-REDD+)**

Le fleuron des infrastructures réalisées par le PGFC/REDD+ est sans conteste le Centre National de Formation à la REDD+ (CENAFOR-REDD+). Construit dans le village de Galo (commune de Sapouy) dans Région du Centre-Ouest sur une superficie de 05 ha, le CENAFOR-REDD+ a pour objectifs de (i) servir de centre d'excellence sous-régional, voire international de formation au changement climatique et la REDD+ ; (ii) Assurer la formation initiale et continue du personnel des services techniques, des Collectivités territoriales a producteurs sur diverses thématiques en général et sur le changement climatique et la REDD+ en particulier ; (iii) contribuer à renforcer le partenariat avec les structures de formation professionnelle nationales et étrangères dans les formations aux thématiques en lien avec la REDD+ (iv) développer des mécanismes de suivi de la gestion de l'environnement et de la prise en compte de la REDD+ dans les activités socio-professionnelles des parties prenantes (producteurs, administration, collectivités territoriales, organisations de la société civile, secteur privé etc.).





### Le centre est composé de :

- une salle de réunion (capacité : 150 places) ;
- une salle de formation pratique ;
- un bâtiment pour l'administration ;
- quatre dortoirs de 24 lits chacun ;
- un mur de clôture (périmètre : 932 mètres linéaires) ;
- quatre logements pour les formateurs (1 de type F4 et 3 de type F3) ;
- quatre mini centrales solaires
- une Adduction d'Eau Potable Simplifiée (AEPS) de 10m3 ;
- une cuisine et un réfectoire.

Conformément à son arrêté de création, le CENAFOR-REDD+ est un service de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêt de Dindéréso (Bobo-Dioulasso). 464 309 000F CFA ont été mobilisés par le PGFC/REDD+ (424 309 000F CFA) et le Projet de développement des ressources en eau et de gestion durable des écosystèmes dans le Bassin du Niger (PIDAC – 40 000 000F CFA);





## 1. Performance globale du projet

**L**e PGFC REDD+ a clôturé le 30 septembre 2020 avec un taux d'exécution physique de 93,39% et un taux de décaissement de 93,65%. Sa contribution à la réalisation des indicateurs du PNDES en termes de séquestration de carbone est 1 760 000 t. CO<sub>2</sub> éq. A l'échelle de la zone d'intervention du projet, les études de clôture (INSD) ont indiqué une réduction de la pauvreté de l'ordre de 47%. Au-delà de cela le projet a généré 4950 emplois particulièrement pour les jeunes et les femmes.





## **Durabilité des acquis du PGFC/REDD+**

**L**es actions de renforcement des capacités techniques des acteurs permettent le développement d'une expertise endogène qui devrait contribuer à la pérennisation des acquis du projet. Il en est de même de l'implication des collectivités territoriales et des populations bénéficiaires dans la réalisation des infrastructures qui constituerait un facteur de durabilité des ouvrages réalisés. La création de plusieurs emplois orientés sur des AGR basées sur l'exploitation des PFNL, les activités de pêche, d'apiculture, etc., constituent des acquis qui pourraient se pérenniser. Un dispositif fonctionnel de gestion axé sur trois communautaires de gestion tripartite des équipements et infrastructures

structurants impliquant les mairies, les STD, les CGF et les COGIM a été mis en place pour garantir l'appropriation des acquis par les bénéficiaires. Du reste, la volonté politique du gouvernement pour soutenir l'action du PGFC/REDD+ est perceptible. La répliquabilité du PGFC/REDD+ est possible dans les conditions climatiques, socio-économiques et organisationnelles similaires avec le respect des approches et des orientations mises en œuvre. Il est évident que pour réussir cette répliquabilité, les différentes leçons tirées et la mise en œuvre des différentes recommandations formulées à l'occasion de l'évaluation finale de ce projet, doivent être prises en compte.





## Difficultés rencontrées

La mise en œuvre du PGFC/REDD+ a été confrontée à des difficultés auxquelles des solutions palliatives ont été proposées afin de réaliser les objectifs du projet. Le tableau n°14 ci-après résume lesdites difficultés ainsi que les solutions.

N°	Difficultés majeures	Solutions proposées
<b>Au niveau du contexte national de mise en œuvre du projet</b>		
1	Les crises socio-politiques du pays de 2014-2015 ont retardé le démarrage des activités sur le terrain.	Des plans d'urgence ont été proposés pour rattraper les activités initialement programmées et retardées sur le terrain
2	L'insécurité grandissante et l'incivisme persistant de certaines populations riveraines des forêts (Tapoa-Boopo) en défaveur de certains investissements.	Des investissements ont été redéployés dans les zones plus favorables
3	L'avènement de la COVID 19 a limité les missions de terrain, les activités et les missions d'appui technique du PTF pour le suivi-supervision des activités.	Le projet a adopté le télétravail pour le suivi à distance des activités, une délégation plus accrue des responsabilités aux coordinations régionales
<b>Au niveau du dispositif de mise en œuvre du projet</b>		
1	La non résidence du répondant/BAD du projet au Burkina Faso	Renforcement du télétravail La chargée des décaissements/BAD a suivi l'exécution financière du projet.
3	L'obtention tardive des avis de non objection de la BAD sur les activités urgentes.	Un système de rappel par messagerie électronique, Skype ou téléphonique à l'endroit des PTF a été mis en place.
<b>Au niveau du partenaire technique et financier</b>		
1	La sous-estimation des coûts initiaux des activités du projet.	Les coûts initiaux des activités sous-estimées ont été révisés à la revue à mi-parcours du projet en 2017 pour permettre leur exécution.
2	le retard dans la mise en œuvre du processus de sécurisation (immatriculation) des forêts	Au moins sept (07) forêts ont été retenues pour être immatriculées au 30 septembre 2020. Les activités prévues pour les sept (07) autres forêts seront reversées à l'Etat
3	la non-clarification du statut des CGF n'a pas encore fait l'objet de décision de la part de l'autorité	Une étude a été réalisée pour définir de façon consensuelle le statut des CGF en tant que nouveau acteur dans le cadre de l'aménagement forestier au Burkina Faso
4	la non-approbation des plans d'aménagement et de gestion des forêts (PAF) et, partant, la non mise en exploitation des forêts avec les mesures fiscales en vigueur.	Cette activité sera reversée à l'Etat. Du reste des efforts sont entrepris en vue de l'approbation par les CPAT d'au moins deux (02) PAF.
5	La non-opérationnalisation du Centre de Formation à la REDD+ avant la clôture du projet	L'opérationnalisation du CENAFOR a été confiée à l'Etat
6	L'absence d'un contrôleur financier et d'un auditeur interne	Un consultant a été recruté pour appuyer l'équipe fiduciaire dans le contrôle interne Le gestionnaire financier et le comptable ont assuré l'exécution financière du projet
7	Les tensions de trésorerie et la suspension des décaissements ont eu un impact négatif sur la mise en œuvre du projet	L'anticipation dans le montage des DRF et la disponibilité à temps des pièces comptables de bonne qualité ont permis de relancer la mise en œuvre du projet
8	Le non- respect des délais d'exécution des contrats des entreprises (lenteur, contreperformance)	Un système de suivi rapproché des entreprises par les services techniques compétents au niveau central et déconcentré a été mis en place. Ce système est appuyé par un comité ministériel présidé par le SG/MEEVCC Certaines entreprises défaillantes ont reçu des mises en demeure et des résiliations de contrats
9	Les lenteurs dans le processus de paiement direct des entreprises a impacté négativement le taux de décaissement du Projet	Un système de rappel par messagerie électronique, skype ou téléphonique à l'endroit des PTF a été mis en place
<b>Au niveau du personnel du projet</b>		
1	L'insuffisance du personnel transversal qui assure à la fois l'exécution des activités de la Banque Mondiale occasionnant la surcharge de travail et parfois la démotivation	Recrutement d'assistants et de consultants Revalorisation des salaires et des indemnités



### Les leçons tirées de la mise en œuvre du PGFC/REDD+

L'analyse globale de la mise en œuvre du PGFC/REDD+ intégré dans le Programme d'Investissement Forestier (PIF) au cours de l'évaluation finale externe a permis de tirer les leçons en vue d'apporter une valeur ajoutée en matière de gouvernance aux projets et programmes similaires. Les leçons tirées au terme de l'exécution du PGFC/REDD+ s'articulent autour des points suivants :

#### De la conceptualisation/formulation du document de base de projet

La conceptualisation/formulation de projets similaires doit s'appuyer sur trois (3) piliers essentiels importants à savoir, (i) la cohérence avec les orientations stratégiques nationales et internationales du domaine, (ii) l'appropriation nationale du processus, (iii) l'approfondissement, par des études ad hoc si nécessaire, des prévisions en matière de ressources humaines et financières en vue d'éviter les incohérences dans ces domaines.

#### De la mise en place des ressources humaines du projet

Pour des projets de cette nature, dominés par de nouveaux concepts et des innovations sur le plan stratégique en matière de gouvernance forestière basée sur le processus REDD+, les dispositions suivantes doivent être prises : la mise en place préalable d'une équipe complète en nombre et en qualité suffisante et motivée.

#### Du développement du partenariat

La durabilité/répliquabilité exige des gestionnaires de ces types de projets une promotion efficace de l'approche « *faire – faire* ». Le succès de la promotion de cette approche « *faire-faire* » passe par

le développement d'un partenariat exemplaire, fait de transparence, de compétences et de partage réciproque des expériences mutuelles.

#### Du changement positif de mentalité des acteurs locaux vis-à-vis de la forêt et de ses ressources

La réussite de l'exécution de ce type de projet nécessite la gestion stratégique d'un certain nombre de facteurs sociologiques parmi lesquels le changement de mentalité des acteurs locaux. Généralement, avant l'action du projet, les acteurs locaux considèrent les ressources forestières comme un bien communautaire qu'ils exploitent sans aucune précaution de préservation et de conservation. Ainsi, les premières actions fortes de ce type de projets seront la responsabilisation et la sensibilisation des acteurs, et particulièrement des communautés de base pour permettre leur adhésion totale à la mise en œuvre du projet.

#### De la garantie de la qualité des divers équipements

Recruter des entreprises performantes pour l'exécution des marchés publics et exiger la présence de spécialistes avertis et probes lors de la réception des marchés publics afin de s'assurer de leur conformité aux spécifications techniques, de leur qualité et de leur fonctionnalité.

#### De la communication interne et externe

La communication est une nécessité parmi les priorités dans l'opérationnalisation des projets et programmes de développement. De même, il faut aller au-delà de la visibilité recherchée pour prendre en compte les aspects liés au changement social et comportemental favorables à l'appropriation et par conséquent à la durabilité des acquis des projets et programmes.







# **Rétrospective de l'actualité du Projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+**







## Journées régionales de la forêt : Du matériel roulant pour les Groupements de Gestion Forestière (CGF) de Tiogo et du Nazinon



**L**a première journée régionale de la forêt du Centre-Ouest s'est tenue le 15 décembre 2017. C'est la commune de Sapouy (province du Ziro), collectivité riveraine de la forêt du Nazinon qui a abrité cette journée. La cérémonie officielle s'est déroulée en présence du Secrétaire général de la Région du Centre-Ouest, du Haut-Commissaire de la province du Ziro et bien d'autres autorités régionales et provinciales. Dans son allocution, monsieur Sayouba SAWADO, Secrétaire général de la Région du Centre-Ouest a salué l'initiative tout en invitant les populations à s'investir dans la protection des forêts. « Protéger et conserver les forêts, c'est lutter contre le changement climatique, et partant, améliorer les conditions de vie des hommes », a-t-il laissé entendre dans son discours. Egalement présent à la cérémonie officielle avec une forte délégation, le Coordonnateur national du PIF, monsieur Sibiri KABORE a, dans son discours, insisté sur l'importance des semaines régionales des forêts. « Ce sont des moments forts, des moments de

réflexions pour repenser notre façon de voir nos forêts, notre façon de vivre avec nos forêts et notre façon de gérer nos forêts. Les fruits de ces réflexions seront bénéfiques à tout le pays », a-t-il souligné. L'un des actes majeurs de la cérémonie officielle est remise de matériel roulant aux Comités de Gestion Forestières (CGF). Au total, ce sont sept (07) tricycles, dont trois (03) pour CGF de la forêt du Nazinon et quatre (04) pour le CGF de la forêt de Tiogo. Selon M. Jérémie NAGALO, Coordonnateur régional du PIF « ce matériel roulant vient à point nommé. Les Comités de Gestion des Forêts auront plus de facilités pour transporter la main d'œuvre, les plants, l'eau, et tout ce qui peut contribuer au bon déroulement des activités de plantation et d'entretien au sein des forêts ». Toutes choses qui contribuent à renforcer l'adhésion des populations aux activités du Programme d'Investissement Forestier (PIF) dans la Région du Centre-Ouest.

**Thierry Rolland N. OUEDRAOGO**  
Expert en Communication / PIF-Burkina Faso





### Journées Régionales de la Forêt (JRF) : Les jeunes et les femmes au cœur de l'action de conservation des forêts dans la Boucle du Mouhoun

En juin 2017, la Banque Africaine de Développement (BAD), principal partenaire technique et financier du Projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+ (PGFC/REDD+) a effectué une revue à mi-parcours dudit projet. L'un des résultats de cette revue est l'élaboration d'une stratégie de mobilisation sociale des acteurs locaux autour des activités menées par le PIF dans les forêts. La première activité majeure de cette stratégie est l'organisation d'une série de Journées régionales de la forêt. Il s'agit d'une activité à caractère événementiel qui mettra les jeunes et les femmes au cœur de l'action. Les premières journées Régionales de la Forêt (JRF) de la Région de la Boucle du Mouhoun se sont tenues les 18 et 19 décembre 2017 dans la commune de Tchériba.



« **C**ommunautés et ressources naturelles, quelles approches pour une meilleure gestion », c'est le thème des premières journées régionales de la forêt dans la Boucle du Mouhoun. Le 18 décembre, ce fut la mobilisation des grands jours à Tchériba. Hommes, femmes, jeunes et personnes âgées se sont retrouvés sur la place publique du village pour la cérémonie d'ouverture des journées régionales de la forêt. Pour la







circonstance, les masques sont sortis. Les Dozos, chasseurs traditionnels et maîtres de la brousse étaient également de la partie. On notait aussi la présence des autorités régionales et locales, avec à leur tête le haut-commissaire de la province du Mouhoun. Autour du thème mentionné plus haut, les élèves ont mené plusieurs activités sous l'encadrement de leurs enseignants. Sur la place publique du village, des chants d'interpellation pour la protection des arbres ont été entonnés ; des poèmes sur la préservation des forêts ont été déclamés ; des jeux-concours sur l'environnement et le développement durable ont été organisés ; et enfin, des sketches sur la gestion durable des forêts et des ressources naturelles ont été présentés au public. La finalité de toutes ces prestations est de sensibiliser les populations à l'importance de la protection et de la préservation des forêts et des ressources naturelles. Pour monsieur Moussa ZAGRE, Haut-commissaire de la province du Mouhoun, « *Il faut saluer l'engagement de la jeunesse autour des journées régionales de la forêt. Plus proches des communautés et acteur majeur du développement, cette jeunesse va contribuer à la sensibilisation à gestion durable des forêts. Toute chose qui permettra de lutter contre le*

*réchauffement climatique* ». Aux termes des différentes prestations artistiques, les « *élèves artistes* » les plus méritants ont été félicités. Ils seront primés lors du forum national des acteurs du PIF qui se tiendra dans le premier trimestre de l'année 2018. Lors de la cérémonie d'ouverture des journées régionales de la forêt, du matériel roulant (vélos et tricycles) a été remis aux Comités de Gestion des Forêts (CGF) de Oualou, Toroba, Kari, Soroboli, Nosébou et Tissé. Du matériel qui sera utile à plus d'un titre pour les activités de reboisement, d'entretien des plants et de protection des forêts. Après la cérémonie d'ouverture, les autorités se sont déplacées dans la forêt classée de Tissé et procédé à la pose de la première borne de délimitation de la forêt. Cette délimitation permettra de sécuriser davantage la forêt. La semaine régionale de la forêt a également permis aux femmes de promouvoir les Produits forestiers non ligneux à travers une foire d'exposition organisée durant les deux journées d'activités. Toute chose qui a permis aux exploitantes de Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) d'écouler leurs produits. Rendez-vous est pris avec les populations de la Boucle du Mouhoun pour les prochaines journées régionales de la forêt qui se tiendront au second semestre de l'année 2018.





# Forum national des acteurs de mise en œuvre du Programme d'Investissement Forestier (PIF) : De nouvelles orientations pour renforcer les acquis du Programme

Les 25 et 26 mai 2018 s'est tenu le premier Forum national des acteurs de la mise en œuvre du Programme d'Investissement Forestier (PIF) à Koudougou dans la Région du Centre-Ouest. Cette rencontre, placée sous la présidence de monsieur Batio BASSIERE, Ministre de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique, a été marquée par une réunion technique et une cérémonie officielle de remise de matériel aux partenaires du Programme.



**L**a rencontre technique du forum national des acteurs PIF s'est tenue le 25 mai 2018 dans la salle de conférence de la Chambre de Commerce de Koudougou. Cette rencontre a regroupé une centaine de personnes représentant les structures partenaires du PIF et douze (12) Comités de Gestion Forestière (CGF). Réunis autour du Dr Sibidou SINA, Secrétaire général du Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique, ils ont partagé des informations sur l'état d'exécution du Programme d'investissement forestier et la préparation du Burkina Faso au mécanisme de Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (REDD+). Deux communications ont suscité les échanges entre les acteurs en présence. La première communication a

porté sur « l'état d'exécution du Programme d'Investissement Forestier (PIF), trois ans après son lancement ». Présentée par madame Pauline YAMEOGO/ZABA, Expert en suivi-évaluation du Programme, cette communication a permis aux participants de prendre connaissance des performances du Programme. En effet, il affichait au 31 mars 2018 un taux d'exécution physique de 35% et un taux d'exécution financière de 31%. « Cette performance, même si elle aurait pu être meilleure après trois ans de mise en œuvre, est à saluer parce que le programme revient de très loin. C'est pourquoi il faut saluer le dynamisme de toute l'équipe et l'encourager à aller de l'avant », a fait remarquer Dr. Sibidou SINAN. Quant à la seconde communication, elle s'est appesantie sur « l'état d'avancement du processus REDD+ au Burkina





*Faso* ». Animée par monsieur Georges KUATE-KUATE, Assistant Technique International (ATI) en REDD+ au sein du PIF, la communication a présenté aux participants les trois phases devant permettre d'implémenter le mécanisme REDD+ au Burkina Faso. Il s'agit de la phase de préparation à travers l'élaboration d'une stratégie nationale REDD+, la Phase de mise en œuvre à travers des investissements et la phase de paiements basés sur les performances. Le Programme d'investissement forestier du Burkina Faso met en parallèle les deux premières phases, ce qui constitue une particularité pour la REDD+ du Burkina Faso. A l'issue des discussions, des recommandations ont été formulées pour améliorer la mise en œuvre des activités du Programme d'Investissement Forestier (PIF). La première recommandation porte sur la nécessité d'adapter les procédures administratives, notamment celles des passations de marchés, au caractère

saisonnier des activités de reboisement organisées par le Programme. Cela permettra de mettre les intrants nécessaires (plantes, matériel de protection et d'entretien) à la disposition des acteurs à bonne date. En second lieu, les participants ont invité le PIF à renforcer la participation des représentants des communes au Forum. Cela permettra aux acteurs de mieux partager les expériences et développer une synergie positive pour une gestion concertée et durable des forêts et espaces boisés. Enfin, au regard de la richesse des contributions et de la volonté manifeste des acteurs à renforcer les échanges pour une mise en œuvre réussie du Programme d'Investissement Forestier (PIF), les participants ont souhaité que le Forum soit institutionnalisé et qu'il se tienne deux fois par an.

**OUEDRAOGO Thierry Rolland N**  
Expert en communication / PIF-Burkina Faso



### Renforcement des capacités : du matériel d'appui et de production pour les partenaires du PIF

Le samedi 26 mai 2018 s'est tenue à Koudougou, dans l'enceinte de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Economie Verte et du Changement Climatique du Centre-Ouest une cérémonie officielle au cours de laquelle du matériel d'une valeur de près de deux cent soixante-dix million (270 000 000) franc CFA a été remis aux partenaires du PIF. Cette activité rentre dans le cadre du Forum national des acteurs de mise en œuvre du Programme d'Investissement Forestier (PIF) qui s'est tenu à Koudougou les 25 et 26 mai 2018.



**L**e Forum national des acteurs de mise en œuvre du PIF était placé sous la présence de monsieur Batio BASSIERE, Ministre de l'Environnement de l'Economie Verte et du Changement Climatique. La cérémonie officielle a enregistré la participation du Gouverneur de la Région du Centre-Ouest et du Chargé des Opérations de la Banque Africaine de Développement (BAD). Séance tenante, douze plateformes multifonctionnelles ont été remises aux femmes membres des Groupements de Gestion forestière (GGF). Quant aux jeunes, membres des douze (12) CGF, ils ont été bénéficiaires de 900 ruches et accessoires. Selon monsieur Batio BASSIERE, Ministre de l'Environnement de l'Economie Verte et du Changement Climatique « la

*lutte contre la pauvreté fait partie des objectifs globaux du PIF. C'est pourquoi, la remise des plateformes multifonctionnelles aux femmes pour la transformation des Produits forestiers non ligneux et la remise des ruches aux jeunes pour l'apiculture améliorée prend tout son sens* ». Ces différentes acquisitions contribueront à la fixation des jeunes dans leurs terroirs à travers des activités génératrices de revenus et à l'amélioration des conditions de vie des femmes tout en consolidant la protection et la gestion durable des forêts. Au niveau institutionnel, le Programme d'Investissement Forestier du Burkina Faso (PIF) a doté le Service National du Système d'Information Forestier (SNSIF) en matériel roulant (Un véhicule Pic-up et treize motos) pour faciliter la





collecte des données en vue de l'élaboration du carbone racinaire. La Direction générale de l'Economie Verte et du Changement Climatique, quant à elle, a bénéficié de dix-huit (18) ordinateurs, deux (02) vidéoprojecteurs et cinq (05) imprimantes. Enfin, le Programme d'Investissement Forestier (PIF) a acquis trois (03) véhicules pic-up au profit des Directions Régionales de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique du Centre-Ouest, de la Boucle du Mouhoun et de l'Est. Cinq (05) ordinateurs portables ont également été acquis au profit des trois régions susmentionnées et des Régions du Sud-Ouest et du Centre-Sud. Pour

monsieur Batio BASSIERE, « le matériel acquis au profit des services techniques permettra d'intensifier les études de terrain et le suivi de la mise en œuvre des activités, afin d'offrir la possibilité à notre pays d'être cité, non seulement comme le seul pays sahélien qui expérimente la REDD+, mais aussi parmi ceux dont le processus REDD+ demeure crédible sur le plan international ». Après deux jours d'activités, c'est avec beaucoup de satisfaction que les différents acteurs de la mise en œuvre du PIF se sont séparés en espérant se retrouver au prochain Forum qui se tiendra éventuellement en décembre 2018.







### Paielements pour Services Environnementaux (PSE) : Les modèles du Programme d'Investissement Forestier (PIF)

Les services environnementaux peuvent se définir comme des services que des hommes se rendent entre eux pour accroître la qualité et la disponibilité de certains services écosystémiques. Il convient donc de faire la nuance entre services environnementaux et services écosystémiques qui, eux, sont des bénéfices que l'Homme retire de la nature. Quant aux Paiements pour services environnementaux (PSE), ils consistent à rémunérer aux résultats et sur une base contractuelle des acteurs pour les inciter à adopter des bonnes pratiques d'usage des terres. Les PSE sont donc des instruments contractuels et incitatifs qui combinent idéalement deux dimensions : (i) une dimension d'engagement de conservation et (ii) une dimension d'investissement sur les espaces collectifs ou familiaux. L'approche d'intervention du PIF à travers le PGFC/REDD+ privilégie la participation des populations dans toutes les étapes du projet, cependant, force est de constater que le concept de PSE n'a été véritablement formalisé qu'à la suite des conclusions d'une étude commanditée en 2017 après la revue à mi-parcours dudit Projet.



L'étude a concerné cinq forêts pilotes, à savoir la zone pastorale de Tapoa-Boopo dans la Région de l'Est pour sa vocation sylvopastorale, les forêts classées de Tiogo et de Tissé dans les Régions du Centre-Ouest et de la Boucle du Mouhoun pour une vocation

d'aménagement sylvicole, et les réserves totale et partielle de faune de Bontioli dans la Région du Sud-Ouest pour leur vocation faunique. L'étude a proposé six (06) modèles de contrats PSE (individuels et collectifs). Chaque modèle est adressé à une problématique spécifique. Le premier modèle est un





contrat collectif pour la maîtrise des feux de brousse. Ce type de contrat est porté par les Comités de gestion forestière. Le deuxième modèle est un contrat individuel adressé à la problématique de la dégradation des champs riverains des forêts. Ce modèle a pour objectif de restaurer les ressources forestières à travers la pratique de l'agroforesterie. Le troisième modèle est également un contrat individuel pour la production du fourrage et la protection des champs fourragers par des plantations de haie vives. Le quatrième modèle de contrat individuel, quant à lui s'intéresse à la problématique

de la gestion du fourrage forestier, avec pour objectif d'amener les éleveurs producteurs à augmenter leur production fourragère pour vendre le surplus à ceux qui en ont besoin. Le cinquième modèle porte sur la régénération naturelle assistée (RNA). Ce contrat individuel est orienté vers les propriétaires des champs riverains des forêts, afin de les amener à protéger les espèces qui poussent naturellement dans leurs champs. Enfin, le sixième modèle porte sur la promotion du « *maraichage bio* » afin d'éviter l'utilisation des pesticides et en protégeant les champs avec des haies vives.







### La « maîtrise des feux brousse » comme modèle pilote de PSE expérimenté par le PIF



**8** **T**enant compte du fait que le Projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+ (PGFC/REDD+) tire vers sa fin (décembre 2019), l'étude a recommandé le choix et l'expérimentation d'un modèle pilote. Ainsi, la problématique des feux de brousse a été retenue comme thématique prioritaire. Pour ce faire, un total de 25 contrats PSE ont été signés au niveau de onze (11) forêts. La répartition détaillée de ces contrats signés est la suivante par Région : six (6) contrats signés au niveau des six (6) forêts de la Région de la Boucle du Mouhoun, sept (7) contrats signés pour sept (7) blocs de forêt au niveau des forêts classées de Tiogo et du Nazinon dans la Région du Centre-Ouest ; douze (12) contrats signés pour douze (12) blocs de forêt au niveau des Réserves totale et partielle de faune de Bontioli et de la forêt classée de Koulbi dans la Région du Sud-Ouest. Pour la mise en œuvre de ces contrats PSE, une série d'activités

ont été identifiées à travers des TDR relatifs à leur opérationnalisation. Ces activités portent principalement sur la désignation de 327 surveillants villageois dans 155 villages riverains concernés, la formation des 327 surveillants villageois, la tenue de onze (11) rencontres d'information des communautés sur les modalités d'opérationnalisation des contrats PSE, la tenue de 155 rencontres d'information et de sensibilisation des chefs coutumiers sur les contrats PSE de maîtrise des feux, la réalisation de sorties de surveillance des forêts. Sur le plan opérationnel, chaque surveillant villageois sera équipé d'un vélo pour la surveillance et un téléphone pour faciliter la communication. Le modèle de PSE sur les feux de brousse couvre toutes forêts d'intervention du PIF à l'exception de la zone pastorale de Tapoa-Boopo (pour des raisons de sécurité). Le modèle intègre 155 villages. Il mobilisera pendant 7 mois, 327 surveillants villageois dont le rôle est de lutter contre





les feux de brousse et organiser l'ouverture des feux. 327 vélos, 12 tricycles et 349 téléphones, c'est le lot de matériel qui a été acquis par le PIF pour opérationnaliser le modèle de PSE sur la maîtrise des feux de brousse dans les forêts. Pour assurer la durabilité du modèle PSE proposé, chaque Comité a ouvert un compte destiné à recevoir les contributions des différents groupes d'utilisateurs des forêts qui ont décidé de céder 10% de leurs revenus pour alimenter ce compte appelé fonds d'aménagement. L'évaluation des contrats se fera au niveau de chaque forêt sur la base des superficies brûlées pendant la durée du contrat, comparées à la situation de référence des superficies moyennes brûlées au cours des cinq (5) dernières années. Ainsi, si l'impact des contrats PSE a permis une réduction

des superficies brûlées dans la forêt de 26 à 49% le comité de gestion recevra un bonus de 1 million francs CFA. Entre 50 et 74% de réduction des superficies brûlées le CGF bénéficiera d'un bonus de 2 millions francs CFA, tandis qu'entre 75 et 100% de réduction, le CGF recevra 3 millions francs CFA. Ces contrats sont signés entre le CGF représentant l'organe moral chargé de la gestion de la forêt et le Coordonnateur régional représentant le Projet au niveau de chaque Région. Chaque contrat a été visé par le Maire territorialement compétent. Les leçons tirées de cette expérience pilote permettront d'améliorer les éventuelles futures initiatives en matière de gestion participative des forêts classées dans le contexte de la REDD+ au Burkina Faso.







### Valorisation des produits de la ruche : des formations à l'apiculture améliorée pour accroître les revenus des jeunes et protéger les forêts.

Le Programme d'Investissement Forestier (PIF) travail à créer les conditions pour une gestion durable des ressources forestières. Pour ce faire, il implique pleinement les communautés riveraines des forêts dans les activités de reboisement et de conservation. L'une des méthodes pour renforcer la participation des populations partenaires est la valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) à des buts commerciaux. D'où l'implémentation d'une série de formations à l'apiculture améliorée au profit des membres des Comités de Gestion Forestière (CGF).



**A**u Programme d'Investissement Forestier (PIF), le second trimestre de l'année 2018 a été marqué par une série de formations à l'apiculture améliorée. Deux cent cinquante (250) jeunes membres des douze (12) Comités de Gestion Forestière (CGF) ont participé à ces formations organisées dans les quatre (04) régions d'intervention du PIF. Bien avant le déploiement des formations au niveau régional, 25 moniteurs locaux ont été formés aux techniques modernes d'apiculture du 25 au 31 mai 2018 à Koudougou. Leur rôle est d'assurer un

encadrement de proximité des apiculteurs organisés en groupements au sein des Comités de Gestion Forestière. Les moniteurs et les participants à la série de formations sont tous originaires des villages situés aux abords des forêts classées dans lesquelles le PIF intervient. Les formations avaient pour objectif principal le renforcement des capacités des jeunes apiculteurs en matière de production de miel autour des forêts. A l'occasion, le concept entrepreneuriat vert a été développé au profit des bénéficiaires. Selon monsieur Paul Marie SAWADOGO, Expert en





renforcement des capacités du PIF, « ces formations constituent des opportunités pour aller vers une protection des forêts grâce aux ruches. Il s'agit de faire de l'apiculture un moyen de renforcement des capacités des forêts en matière de séquestration de carbone. L'apiculture est également une activité génératrice de revenus pour les producteurs ». La valeur ajoutée de ces formations réside dans le gain en matière de protection des forêts, de sécurisation des ressources naturelles, d'enrichissement biologique, d'accroissement des stocks de carbone et de renforcement de capacité des acteurs. A terme, les bonnes pratiques apicoles apprises par les jeunes devront leur permettre d'accroître leurs revenus monétaires. Mais pour mettre en pratique les connaissances acquises, il faut des moyens de production. C'est pourquoi dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de renforcement des capacités, le Programme d'Investissement Forestier (PIF) a

mis 1900 ruches kenyanes avec des kits de production à la disposition des Comités de gestion forestière. Quant aux formations organisées au profit des apiculteurs, elles s'inscrivent dans le cadre du protocole qui lie le PIF à l'ONG Wend-Puiré. Cette structure est reconnue à l'échelle internationale pour son expertise en matière d'apiculture et de valorisation des produits de la ruche. Ainsi, les jeunes apiculteurs formés bénéficieront d'un suivi rapproché dans leurs activités de production. Sur le plan commercial, l'écoulement des produits issus des ruches des Comités de Gestion Forestière (CGF) sera facilité par l'ONG Wend-Puiré à travers l'intégration des producteurs formés dans son circuit de collecte, de transformation et de distribution.

**Nado Ariane Elisabeth SO**

Stagiaire / service Communication PIF-Buirkina







### Renforcement des capacités : 168 moniteurs formés aux techniques modernes d'exploitation et de gestion des forêts



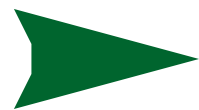
**E**n février 2019, le Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso à travers le Projet de Gestion participative des Forêts classées pour la REDD+ (PGFC/REDD+) a mis en œuvre une série de formations aux techniques d'exploitation moderne et de gestion des forêts et l'approche Analyse et Développement des Marchés (ADM) dans le contexte de la REDD+. L'objectif poursuivi par ces formations est de contribuer à la gestion durable des forêts dans la zone d'intervention du PGFC/REDD+ dans l'esprit de la REDD+. De façon spécifique, il s'agissait de renforcer les capacités des 168 moniteurs chargés de conduire les opérations relatives à l'exploitation des Chantiers d'aménagement forestier (CAF) sur les aspects suivants : la gouvernance des Organisations de la société civile (OSC) à caractère économique et coopératif ; les outils de gestion et les normes d'exploitation des ressources forestières dans le

contexte de la REDD+ ; la démarche « Analyse et Développement des Marchés » (ADM). La formation s'est déroulée en trois (03) sessions ; du 18 au 23 février 2019 à Galo, du 25 février au 1er mars 2019 à Ténado et du 3 au 7 mars 2019 à Tchériba. Chaque session a duré cinq (05) jours calendaires, soit au total quinze (15) jours pour l'ensemble des trois (03) sessions. Au cours de la formation, les 168 apprenants ont acquis de nouvelles connaissances sur l'aménagement forestier (les subdivisions des forêts, l'ouverture des voiries), les techniques de coupe (le martelage, le débitage, le débardage et l'enstérage) et la commercialisation du bois. Ces formations permettront aux moniteurs de mieux encadrer l'exploitation et la commercialisation du bois dans leurs chantiers d'aménagement forestier respectifs, contribuant ainsi à augmenter les capacités de séquestration du carbone dans les forêts de la zone d'intervention du Projet.









### Programme d'Investissement Forestier (PIF) : Le Ministre en charge de l'Environnement et son collègue en charge de l'Elevage vont à la découverte des réalisations faites dans la commune de Sapouy

Le vendredi 28 février 2020, monsieur Batio BASSIERE, Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique a procédé à une remise symbolique de ruches modernes à monsieur Soummanogo KOUTOU, Ministre des Ressources Animales et Halieutiques. Acquisées par le Programme d'Investissement Forestier (PIF) au profit des jeunes apiculteurs de sa zone d'intervention (Est, Centre-Sud, Centre-Ouest, Boucle du Mouhoun et Sud-Ouest), ces ruches contribueront au développement d'une apiculture améliorée au Burkina Faso et à la création d'emplois verts. A l'issue de la cérémonie de remise des ruches, les deux ministres ont visité des infrastructures socio-économiques réalisées par le Programme d'Investissement Forestier (PIF) dans la commune de Sapouy.

2020



**3** 400 ruches et accessoires, c'est le matériel remis symboliquement au Ministre en charge de l'élevage par le Ministre en charge de l'environnement afin de renforcer les capacités de la filière apiculture au Burkina Faso. Acquisées dans le cadre du Projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+ (PGFC/REDD+) porté par

le Programme d'Investissement Forestier (PIF) et financé par la Banque Africaine de Développement (BAD), ces ruches ont été mises à la disposition de 250 jeunes apiculteurs formés et recyclés par l'unité du projet et organisés en coopératives apicole « miel bio des forêts ». Vingt-cinq (25) coopératives apicoles ont été mises en place autour des vingt-





cinq (25) blocs de gestion des forêts dans lesquels le PIF intervient. Après deux années d'exploitation (2018-2020), les producteurs apicoles ont déjà récolté 7789 Kg de miel brut et 6700L litres de miel filtré. Ces quantités de miel ont généré entre 20 et 30 millions Francs CFA aux producteurs ; le litre de miel étant vendu entre 2000 et 3500F CFA. Selon monsieur Soummanogo KOUTOU, Ministre des Ressources Animales et Halieutiques : « *La production de miel issue des ruches offertes aux producteurs apicoles par le PIF permet d'accroître la quantité de miel produite au Burkina Faso qui est estimée à plus de 1000 tonnes en moyenne par an. La filière génère environ trois (3) milliards francs CFA chaque année pour l'économie nationale* ». L'écoulement du miel issu des ruches des 250 producteurs est facilité par leur intégration dans le réseau de l'ONG Wend-Puiré spécialisée dans la formation à l'apiculture améliorée au Burkina Faso. Elle est également une des structures qui rayonnent

en matière de transformation et de commercialisation du miel ainsi que des autres produits de la ruche.

### Au-delà de l'apiculture

A la suite de la cérémonie officielle de remise symbolique des ruches, le Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique et le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques ont visité des infrastructures socio-économiques réalisées par le PIF dans la commune de Sapouy pour appuyer la résilience des populations aux changements climatiques. La première infrastructure qui a été visitée est le Centre National de Formation à la REDD+ (CENAFOR-REDD+). Ce centre à vocation sous régional se veut une institution d'excellence en matière de formations aux thématiques liées à la Réduction des émissions de





gaz à effet de serre dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (REDD+) et aux changements climatiques de façon générale. Après le CENAFOR-REDD+, la délégation ministérielle a visité le marché de fourrage annexé de fenil, un parc de vaccination d'une capacité de 400 têtes de bovins et une plateforme multifonctionnelle qui fait la fierté des femmes de la commune de Sapouy. Selon monsieur Soummanogo KOUTOU, « *Le Programme d'Investissement Forestier (PIF) se met en œuvre à travers une approche intégrée dans laquelle plusieurs secteurs se retrouvent. Les marchés de fourrage annexés de fenils et les parcs de vaccination qui ont été construits contribuent certainement à accroître la production et la productivité animale* ». A l'échelle de ses cinq (05) Régions d'intervention, le Programme d'Investissement Forestier (PIF) a réalisé quatre marchés de fourrage annexés de fenil, six (06) marchés de bois, huit magasins de stockage de Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL), douze

(12) plateformes multifonctionnelles, treize (13) kits de fabrication du soubala, trente-sept (37) kits de production de beurre de karité, 3500 bio-digesteurs, un débarcadère de pêche et cinq (05) bases-vie de forestiers. D'autres investissements socio-économiques ont été réalisés dans le cadre des Projets de Développement Intégré Communaux pour la REDD+ (PDIC/REDD+). Selon monsieur Batio BASSIERE, Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique, « *Les investissements du Programme d'Investissement Forestier (PIF) contribuent directement ou indirectement à la REDD+ c'est-à-dire réduire les émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la Dégradation des forêts et à la lutte contre la pauvreté* ». Toute chose qui participe à la préservation de l'environnement et à la promotion du développement durable.

**Thierry Rolland N. OUEDRAOGO**  
Expert en communication / PIF-Burkina Faso





# Délimitation et bornage de la forêt classée de Tiogo : Reprise des travaux après 09 mois d'interruption, sous la médiation du Ministre Batio BASSIERE

Le vendredi 15 mai 2020, Nagarpoulou, village riverain de la forêt classée de Tiogo a connu une ambiance particulière. Une forte délégation du Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique conduite par le premier responsable du département est allée à la rencontre de la population. L'objectif de cette mission était de solliciter la compréhension et l'accompagnement de la population de Nagarpoulou pour une reprise effective des activités de délimitation et de bornage de la forêt classée de Tiogo.

Le Programme d'Investissement Forestier (PIF) accompagne le gouvernement du Burkina Faso pour l'immatriculation des douze (12) forêts classées dans lesquelles il intervient. Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Gestion Participative des Forêts Classées pour la REDD+ (PGFC/REDD+), un processus a été engagé dans ce sens. Ainsi des activités de délimitation et de bornage ont été conduites à l'échelle de la zone d'intervention du projet. Au niveau de la forêt classée de Tiogo dans la Région du Centre-Ouest, le processus de sécurisation a été interrompu à l'étape de la pose des bornes. En effet, une partie des populations riveraines de la forêt, en l'occurrence la population du village de Nagarpoulou, s'est opposée à la pose des bornes de délimitation. Toutes les concertations engagées au niveau régional n'ont pas permis de continuer les travaux. Cette situation a amené le PIF à solliciter la contribution de l'autorité de tutelle pour résoudre le problème. C'est ainsi que le 15 mai 2020, le Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique s'est rendu personnellement dans le village de Nagarpoulou pour mieux comprendre le problème afin de trouver une solution consensuelle qui arrange toutes les parties.

### Les raisons du blocage

Les arrêtés de classement de la plupart des forêts classées du Burkina Faso datent de la période coloniale. De ce fait, les actes de classement ne sont plus en adéquation avec les réalités du moment. La

croissance démographique entraîne chaque année l'agrandissement des villes et villages, au point que nombre de forêts classées sont anthropisées de nos jours. C'est le cas de la forêt classée de Tiogo qui a subi une forte pression due à l'expansion des superficies agricoles. Le cas de Nagarpoulou est parlant. De 300 habitants en 1960, le village situé dans l'enclave du même nom compte aujourd'hui plus de 2000 habitants, en majorité agriculteurs. Des familles entières et des champs se trouvent aujourd'hui à l'intérieur de la forêt classée. Raison pour laquelle les populations se sont montrées hostiles aux activités de bornage de la forêt. Selon Balibié BADIÉL, représentant du village de Nagarpoulou dans le conseil municipal de la commune de Kyon « *La réticence de la population vient surtout du fait qu'elle a été mise devant le fait accompli. Ce qui a manqué c'est la sensibilisation. Les gens ont agi parce qu'ils sont inquiets. Quand les travaux se sont arrêtés, nous avons engagé des discussions avec les techniciens. La population a souhaité que les limites de la forêt soient révisées afin que ceux qui vivent dans les limites actuelles de la forêt ne soient pas inquiétés. Malheureusement cette requête a été perçue comme un refus catégorique. En troisième position, même la commune n'a pas été associée. Voilà comment sont nées les incompréhensions* ». Ces divergences ont conduit à l'arrêt total des travaux de bornage de la forêt.

### Une médiation ministérielle concluante



Les échanges entre le Ministre Batio BASSIERE et la population de Nagarpoulou ont été empreints de courtoisie et de franchise. Les premiers à s'exprimer sont les représentants des populations. Leurs doléances se résument à une révision des limites de la forêt afin d'éviter d'aller vers d'éventuels déguerpissements. En guise de réponse à cette préoccupation, le Ministre Batio BASSIERE a rappelé aux populations que *« le Burkina Faso a pris des engagements au niveau international pour conserver, protéger et renforcer ses forêts. De ce fait, le pays ne peut pas se permettre de diminuer la taille de ses forêts classées »*.

Il a également rassuré la population que le Programme d'Investissement Forestier (PIF) n'a pas pour objectif de mener des actions de déguerpissement. Mieux, le Programme travaille pour que les populations vivent en harmonie avec les forêts d'où elles tirent de nombreux bénéfices. Sur la base de ces informations rassurantes, un accord a été trouvé. Selon Balibié BADIÉL, représentant du village *« Le consensus trouvé est*

*qu'il faut permettre que le travail de bornage se poursuive sans modifier des limites de la forêt et sans déguerpir qui que ce soit. Les différents acteurs sont d'accord pour signer ensemble un document qui sera la preuve de l'engagement de toutes les parties prenantes »*. Concernant les populations qui sont installées dans les limites de la forêt, le Ministre Batio BASSIERE s'est voulu rassurant. *« Nous allons procéder à un recensement de ces acteurs et ensemble avec la population nous allons réfléchir aux mesures à prendre pour qu'ils puissent continuer à tirer profit de cette forêt, tout en menant des activités qui renforcent son potentiel en matière de séquestration de carbone »*. Après neuf (9) mois d'interruption, les travaux de bornage de la forêt classée de Tiogo ont effectivement repris le 1er juin 2020, soit deux semaines après la médiation du Ministre en charge de l'environnement.

**Thierry Rolland N. OUEDRAOGO**

Expert en Communication / PIF-Burkina Faso





### Pérennisation des comités de gestion des forêts : des scénarios soumis à l'appréciation des experts.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités des acteurs locaux, plus d'une centaine de groupements et d'associations des utilisateurs de la forêt ont été organisés en faïtière dénommée « Comité de Gestion Forestière » (CGF) au nombre de douze (12) pour les douze (12) forêts d'intervention du PIF. Pour consolider les acquis du Programme et asseoir une gouvernance forestière dans l'esprit de la REDD+, « l'étude sur la pérennisation des Comités de Gestion des Forêts (CGF) et la clarification de leur statut » ont été commanditées et menées sous la supervision d'un comité technique de suivi (CTS) dont Monsieur le Secrétaire général du Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC) est le Président. Le vendredi 29 mai 2020, s'est tenu à Koudougou, dans la salle de conférence de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique du Centre Ouest, l'atelier national de validation du rapport de ladite étude.



**P**résidé par Monsieur le Secrétaire général du Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC), Dr. Sibidou SINA, l'atelier a regroupé une cinquantaine de participants venus des structures du MEEVCC, de structures

partenaires, des Organisations de la société civile, du secteur privé et des personnes ressources. L'objectif global de l'atelier est de partager les résultats de l'étude et de les soumettre pour appréciation et validation aux acteurs impliqués dans la gestion des forêts. Après une présentation des





résultats de l'étude, le consultant a proposé deux scénaris pour que les CGF continuent de fonctionner correctement après le PIF. Le premier scénario propose de garder les Unions des Groupements de Gestion Forestière (UGGF) en élargissant leurs attributions au mécanisme de la REDD+ uniquement dans les zones forestières du projet (Nazinon et Tiogo) (UGGF/REDD+) et conserver dans les autres zones les structures déjà existantes Comité Villageois de Gestion Forestière et les Comités de Gestion (CVGF et COGES) en les renforçant. Le deuxième scénario propose de transformer les CGF en coopérative (coopérative interprofessionnelle de gestion forestière ou coopérative de gestion forestière, faunique et pastorale). Au regard de la sensibilité du sujet, les participants à l'atelier ont souhaité que les

différents scénaris soient présentés en conseil de cabinet du Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique pour requérir les orientations de l'autorité. Aussi, l'assemblée a recommandé au Ministère en Charge de l'Environnement de développer un mécanisme de mobilisation de financement à partir du FIE pour assurer le financement d'initiatives de gestion durable des forêts. Sous réserve d'une prise en compte des amendements et recommandations formulés, les participants ont validé à l'unanimité les résultats de « *l'étude sur la pérennisation des Comités de Gestion des Forêts (CGF) et la clarification de leur statut* ».

**Thierry Rolland N. OUEDRAOGO**

Expert en Communication / PIF-Burkina Faso









# **Le Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB)**





## **Présentation du Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés**



**L**e Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB) a été élaboré par le Gouvernement du Burkina Faso, avec le soutien de la Banque mondiale. Il a été exécuté dans le cadre du Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso. Le projet visait l'atténuation des changements climatiques par la réduction de la déforestation et de la dégradation forestière et la promotion d'une co-gestion durable des forêts, devant entraîner la diminution des émissions des gaz à effet de serre, l'accroissement des stocks de carbone forestier et la lutte contre la pauvreté (REDD+). Exécuté en synergie avec le PGC/REDD+, le PGDFEB a intervenu dans 32 communes riveraines des forêts classées dans lesquelles intervient le PGCF/REDD. Il devait contribuer à la réduction du prélèvement du bois à travers un aménagement participatif axé sur une

meilleure valorisation des produits forestiers non ligneux. Parallèlement, le projet devait permettre de réduire la demande en bois de chauffe par la diffusion de foyers améliorés. Le PGDFEB avait également pour objectif de générer une production additionnelle du bois par une gestion durable des forêts et espaces communautaires et privés en dehors et autour des forêts classées, la promotion de l'agroforesterie et une meilleure gestion des systèmes de production agro-sylvo-pastorale (rationalisation du pâturage des animaux, plantations d'arbres fruitiers, la plantation de haies vives et des arbres d'alignement). Dans sa mise en œuvre, le projet devait s'appuyer sur la diversification des revenus des communautés locales en soutenant le développement des activités agro-sylvo-pastorales et les chaînes de valeurs correspondantes.



### Dispositif de mise en œuvre

**L**e Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB) a été mis en œuvre sous le leadership de l'Equipe de Développement Local (EDL) de l'Unité de coordination du programme. Elle est composée d'un Expert en Agriculture, d'un Expert en Elevage et d'un Expert en Agroforesterie. Au niveau déconcentré, les activités ont été menées par les Coordinations régionales du PIF (Direction régionale de l'Environnement de l'Economie Verte et du Changement Climatique), avec comme agents d'encadrement de proximité neuf (09) Aménagistes Planificateurs du Développement Local (APDL). Les APDL accompagnent les communes dans l'identification, la planification et le suivi de la mise en œuvre des PDIC/REDD+. Le dispositif de suivi évaluation est animé par un Expert en suivi-

évaluation au niveau central (UCP) et les responsables de suivi-évaluation des Coordinations Régionales. Sur le plan financier, le Programme d'Investissement Forestier (PIF) s'est attaché les services du Fonds d'Intervention pour l'Environnement (FIE) sous un mandat de facilitation judiciaire. Le FIE est chargé des activités suivantes :

- faciliter le virement des fonds au niveau communal sur la base d'un indice de progrès des activités réalisées ;
- accompagner les communes pour un bon fonctionnement du dispositif de mise en œuvre, le PGDFEB a mis à la disposition de l'ensemble des parties prenantes un manuel d'élaboration, un manuel d'exécution, un manuel de gestion financière, et manuel de suivi-évaluation des PDIC/REDD+







### Approche d'intervention : PDIC/REDD+

**L**e Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB) a été mis en œuvre à travers l'approche « *Projet de Développement Intégré Communal pour la REDD+ (PDIC/REDD+)* ». Un PDIC/REDD+ est un ensemble cohérent d'activités diversifiées et intégrées, contribuant directement ou indirectement à réduire la déforestation et la dégradation des forêts et espaces boisés. C'est un outil d'appui à la décentralisation qui respecte le cadre législatif et réglementaire en la matière. Le modèle PDIC/REDD+ consacre la

commune comme maître d'œuvre des projets d'investissement. L'expérience pilote conçue et mise en œuvre par le Programme d'Investissement Forestier (PIF) a concerné trente-deux (32) communes. L'approche PDIC/REDD+ est une innovation conçue par le Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso. Il s'agit d'une approche décentralisée pour une gestion durable des forêts et espaces boisés dans le contexte de la Réduction des Emissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+).







## Les éléments fondamentaux d'un PDIC/REDD+

L'approche « Projet de Développement Intégré Communal pour la REDD+ repose sur les fondements suivants:

- ✓ L'identification d'un ou plusieurs espaces de conservation (forêts, espaces boisés) ainsi que des sites spécifiques devant habiter des aménagements et des infrastructures socioéconomiques.
- ✓ L'identification et la planification participative des d'activités devant contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, avec un faible (voir aucun) impact environnemental.
- ✓ L'implémentation d'une approche adaptée (paysagère pour le cas du Burkina Faso) de gestion intégrée des ressources naturelles. La sécurisation foncière des sites, la gestion des impacts sociaux et environnementaux, et la prise en compte du genre et des personnes vulnérables.







## Processus d'implémentation d'un PDIC/REDD+

- ✓ Une approche PDIC/REDD+ est implémentée en neuf (09) étapes donc une étape non exigible.
- ✓ Une co-construction, concertation avec les acteurs (nationaux, régionaux, communaux et villageois), documentations.
- ✓ Un diagnostic socio-foncier et de planification participatif par une méthode de choix (TérriStories pour le cas du Burkina Faso).
- ✓ L'établissement de cartes (occupation des sols, usages principaux, maîtrises foncières et conflits fonciers majeurs, enjeux fonciers et option de sécurisation foncière sur le terrain) et Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES).
- ✓ La restitution des résultats du diagnostic socio-foncier et de planification participatif (Cartes et les NIES)
- ✓ La rédaction du PDIC/REDD+.
- ✓ L'approbation / Validation du projet de PDIC / REDD+ par le Conseil Municipal.
- ✓ L'identification et contractualisation avec une agence de suivi-financier (si nécessaire) =.
- ✓ La rédaction et la diffusion d'un manuel divers (Manuel d'élaboration, d'exécution, manuel de gestion financière, manuel de suivi-évaluation du PDIC/REDD+).
- ✓ La mise en œuvre participative du PDIC/REDD+.





## La méthode TériStories pour faire le diagnostic socio-foncier et de planification participatif



« **F**ruit de vingt ans d'expérience du CIRAD en méthodes de simulation participative, TERRISTORIES® est une méthode et un jeu visant à résoudre une problématique collective en réunissant les acteurs concernés. Au cours du Jeu sont introduites des incertitudes





environnementales, économiques et sociales, impulsant les participants à façonner des règles opérationnelles de gestion selon leurs propres besoins collectifs et individuels. TERRSTORIES permet de sensibiliser à la concertation et aux enjeux du développement »


Source : <https://www.cirad.fr/collaborer-avec-nous/solutions-cirad-innov/produits-et- durable »>.  
Services / TerriStories

**NB :** TERRISTORIES est un outil sous brevet appartenant au CIRAD  
(Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement)









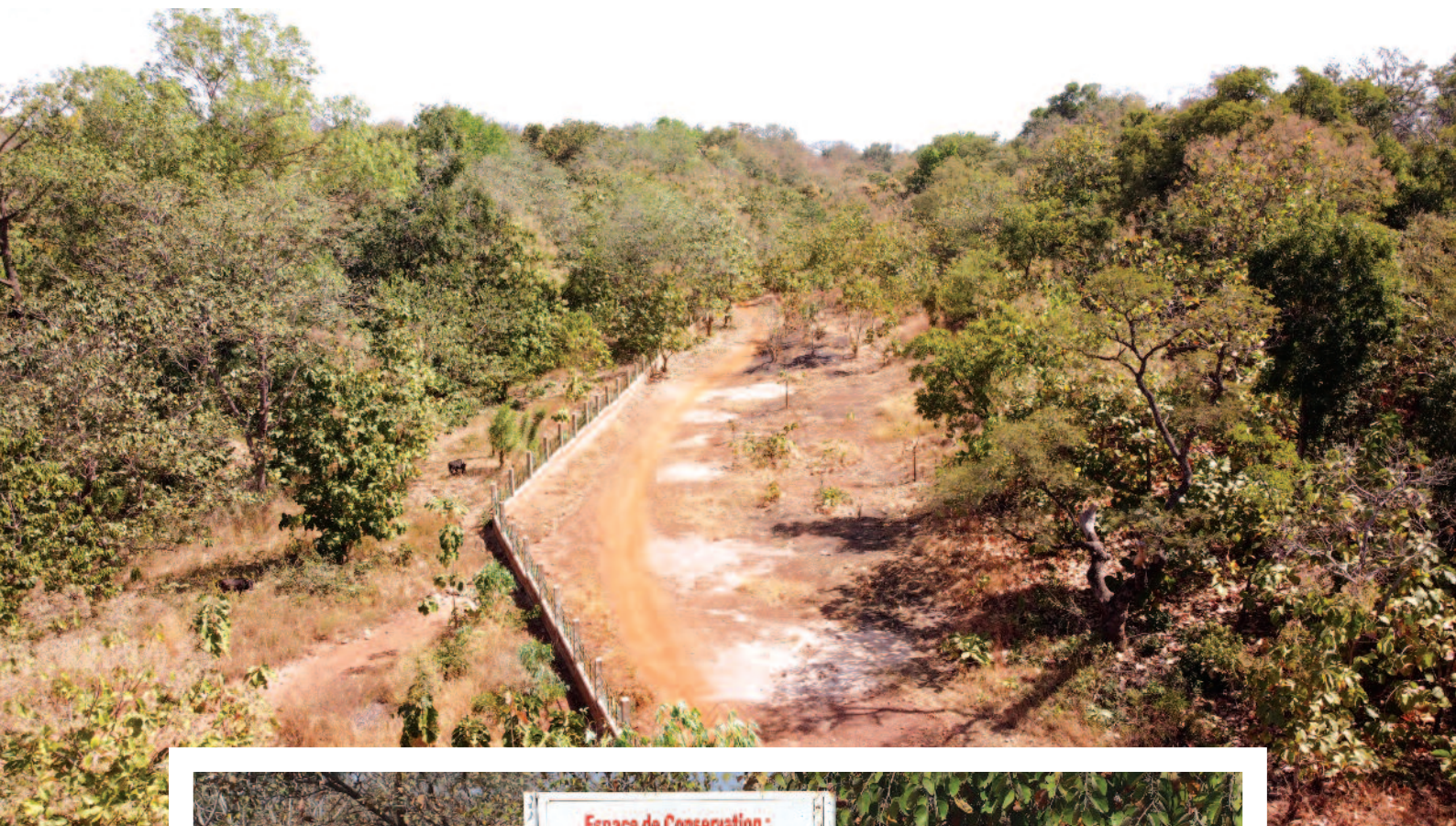
# **Réalisations du Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB)**





### Les activités de foresterie

**L**es Projets de Développement Intégrés Communaux pour la REDD+ (PDIC/REDD+) ont permis d'identifier et sécuriser (par du grillage ou des murs en parpaings) 71 espaces de conservation. Ces espaces de conservation cumulent une superficie totale de 29720ha. Les espaces de conservation, des activités de reboisement ont été menées. Au total, 603 224 plants mis en terre dans les espaces de conservation. A l'évaluation, le taux de survie des plants varie entre 70 et 80%. La protection des espaces de conservation et les reboisements effectués permettent d'accroître les stocks de carbone.







### Le développement de la productions agro-sylvo-pastorale

**En milieu rural, l'accès à l'eau**, particulièrement l'accès à l'eau potable est un véritable problème qui entrave le bien-être des communautés et impacte fortement la production agro-sylvo-pastorale. Pour résoudre ce problème dans sa zone d'intervention, le Programme d'Investissement Forestier (PIF) à travers les PDIC/REDD+ a réalisé soixante-quinze (75) forages et soixante-douze (72) puits au profit des communautés. L'eau étant désormais disponible, les PDIC/REDD+ ont permis d'améliorer la production agro-sylvo-pastorale avec des infrastructures d'appui à la production.





**Dans le secteur de l'agriculture,** la mise en œuvre de l'approche PDIC/REDD+ a permis de créer dix (10) basfonds aménagés. Ces aménagements permettent aux producteurs, particulièrement les jeunes d'intensifier leurs aridités de production. En plus des basfonds aménagés, les PDIC/REDD+ ont favorisé la création de dix (10) jardins maraîchers sur une superficie cumulée de 50,66ha. Ces jardins sont exploités par des femmes, parfois en situation de vulnérabilité (veuves, femmes âgées non assistées, etc.). Ces investissements viennent contribuer à améliorer leurs conditions de vie à travers la production et la vente des fruits et légumes. Les PDIC/REDD+ ont également investi dans la récupération des terres dégradées. En la matière, 15 000 mètres linéaires de cordons pierreux ont été posés à l'échelle des trente-deux 32 communes. Dans les terroirs villageois habitant les superficies récupérées, des fausses fumières ont été créées pour renforcer la qualité des terres destinées à la production agricole et forestière. Pour accompagner les producteurs dans la gestion des stocks, cinq magasins de stockage ont été réalisés.







Dans le secteur de l'élevage, les **PDIC/REDD+** ont permis de réaliser trente (30) parc de vaccination en métal. D'une capacité d'accueil de 400 têtes, chacune de ces infrastructures permet d'économiser au moins 500 pieds d'arbres ; les parcs de vaccination traditionnels étant réalisés en bois. En plus des parcs de vaccination, 206 fenils ont été réalisés afin d'encourager les éleveurs à s'investir encore plus dans la fauche et la conservation du fourrage nature, activité qui leur procure des revenus supplémentaires. Les éleveurs ont également bénéficié de dix-huit (18) pistes d'accès pour faciliter l'accès aux infrastructures et aménagements pastoraux. En outre, soixante-dix (70) aires de pâture d'une superficie cumulée de 2230 ha ont été réalisées dans les trente-deux (32) communes d'intervention du PGDFEB. Les investissements consentis dans le secteur de l'élevage contribuent à renforcer la production animale et à lutter contre les conflits entre agriculteurs et éleveurs.







### La sécurisation foncière des investissements physiques

Une chose est de réaliser des infrastructures socio-économiques, une autre est de créer les conditions pour assurer la sécurité foncière de ces infrastructures. Pour relever ce défi, le Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso a noué un partenariat avec la Direction Générale des Impôts (DGI). Ce partenariat gagnant-gagnant est axé sur deux principes qui arrangent les deux parties ; le renforcement des capacités opérationnelles de la DGI, et la sécurisation foncière des investissements du PIF. Concernant le renforcement des capacités, le Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB) a acquis du matériel technique de haute performance au profit de la DGI. Il s'agit de matériel informatique, du matériel de topographie, et des Equipements de Protections Individuels (EPI). Le matériel acquis par le PGDFEB au profit de la DGI a une valeur de 130 000 000 F. CFA. Concernant la sécurisation foncière des investissements du PIF, la Direction générale des impôts a pu réaliser les activités suivantes : l'immatriculation effective de trois (3) forêts classées, l'établissement de plan de sectionnement cadastral dans quinze (15) communes sur les trente-deux (32) communes d'intervention du PIF, dont cinq (5) validés, l'établissement et la signature de 15 titres fonciers par monsieur le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement de quinze (15) titres fonciers établis et signés; le traitement des dossiers de trente-huit (38) terrains immatriculés pour aboutir à la délivrance des titres foncier, la délimitation de plus 205 terrains ; l'établissement de 171 actes de session amiable de terre.











### La performance globale du PGDFEB

**A** sa clôture au 31 juin 2021, le Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés affichait un taux de réalisation physique de 95% et un taux de décaissement de 99%. La contribution du PGDFEB à la réalisation des indicateurs du PNDES en termes de séquestration de carbone : 3 919 828 tCO<sub>2</sub>éq sur une prévision de 8 millions tCO<sub>2</sub> éq. Le nombre d'emplois créé à l'échelle de la zone d'intervention du Projet est de 5000 emplois. Entre 2014 et 2021, ce sont 737 000 bénéficiaires du projet qui ont vu leurs conditions de vie s'améliorer.







### Facteur de durabilité et répliquabilité du projet

**L**e projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB) a créé les conditions pour une durabilité des investissements. Le fait d'avoir mis les communes au cœur du dispositif permet d'avoir une assise institutionnelle forte et durable. Concernant les espaces de conservation et les infrastructures, des Comités de Gestion (COGES) ont été mis en place, à raison d'un COGES par infrastructure. Au 31 juin 2021, le projet comptabilisait 230 COGES. Des règles de gestion ont été établies de façon participative autour de chaque infrastructure. Ainsi, à la fin du projet, 53 arrêtés de création d'espaces de conservation pris. A ces arrêtés de création sont greffés 32 cahiers de charge et 36 chartes élaborées pour la gestion des espaces de conservation. Ces différents éléments combinés à la documentation

produite par le projet est un capital important qui permet d'inscrire les réalisations du projet dans la durabilité. La répliquabilité du Projet de gestion décentralisée des forêts et espaces boisés est bien possible. Au regard des résultats tangibles enregistrés par le PGDFEB, le Gouvernement du Burkina Faso, à travers le Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC) a engagé des discussions avec la Banque mondiale pour une mise à l'échelle du PGDFEB et de l'approche PDIC/REDD. Les sessions de co-construction ont abouti à la conceptualisation et au montage du Projet de Gestion des Paysages Communaux pour la REDD+ (PGPC/REDD+). Le PGPC/REDD+ sera mis en œuvre dans trente-deux (32) communes du Burkina Faso.





## **Difficultés rencontrées**

### **Une modélisation difficile de l'approche**

La modélisation de l'approche PDIC/REDD+ a pris beaucoup de temps. Initialement conçu pour être mis en œuvre avec une approche de « *micro-projet* », les acteurs de la mise en œuvre du PGDFEB ont finalement choisi de concevoir une approche innovante d'intervention. Les nombreuses concertations ont permis d'imaginer et de modéliser l'approche « PDIC/REDD+ ». Entre le lancement du Projet (2014) et le lancement officiel des PDIC/REDD+ (2018), quatre (04) années se sont écoulées. C'est donc dire que la modélisation de l'approche a pris plus de temps que sa mise en œuvre effective sur le terrain.

### **Les tensions financières récurrentes**

Le Projet de gestion décentralisée des forêts et espaces boisés devait s'exécuter en cinq (05) ans sur la période 2014, 2019. Au regard des délais par rapport au cycle de vie du projet, les activités des PDIC/REDD+ ont été implémentées à un rythme accéléré. Ce qui a occasionné un certain nombre de problèmes ; notamment des tensions de trésorerie, des dépenses inéligibles et des risques de suspension du projet par le principal bailleur à certains moments. Le temps de mise en œuvre s'est révélé insuffisant. Ainsi le projet a été prorogé à deux reprises entre 2019 et 2021.

### **L'insécurité**

Tout comme le PGFC/REDD+, le PGDFEB a rencontré des difficultés liées à la situation sécuritaire nationale qui a été précaire durant tout le temps de mise en œuvre du projet. Dans certaines communes les activités ont été suspendues à un moment donné avant de reprendre. C'est le cas de la commune de Matiacoali dans la Région de l'EST qui à la suite de l'insécurité grandissante a vu son PDIC/REDD+ gelé pendant au moins 6 mois. Fort heureusement, les acteurs du projet ont imaginé des solutions d'adaptation basées sur l'expertise locale et la responsabilisation plus accrue des acteurs locaux. Ainsi les activités ont pu être menées jusqu'à terme dans cette commune.





### Leçons tirées de la mise en œuvre du PGDFEB

**L**a mise en œuvre du PGDFEB a généré un certain nombre de leçons qui pourront être utiles aux futurs projets REDD+ du Burkina Faso. Sur le plan temporel, les projets REDD+ ont besoin de plus de temps pour affiner leurs modèles d'opérationnalisation. Ainsi, dans les processus d'élaboration des projets, il est important d'accorder un temps conséquent aux phases de préparation pour mieux élaborer les projets avant de les lancer.

Le PGDFEB a également révélé que la conduite des projets REDD+ exige un personnel de mise en œuvre conséquent et dédié uniquement auxdits. En effet, le fait que la plupart des acteurs de mise en œuvre du PIF intervenaient à la fois sur le PGFC/REDD+ et PGDFEB a joué sur l'efficacité

des interventions. Aussi, les différents postes d'expertise au niveau central étaient animés par des acteurs individuels. Pour les éventuelles futures expériences, il serait judicieux de doubler les postes avec des assistants pour mieux suivre les activités sur le terrain.

Le renforcement du partenariat avec les acteurs de la décentralisation s'est révélé être capitale pour la réussite des projets comme le PGFEB. En effet, beaucoup d'acteurs (projets et programmes, services de l'Etat...) interviennent au niveau décentralisé. Il faut donc les associer à la mise en œuvre des projets de gestion décentralisée des ressources naturelles afin d'éviter les chevauchements des interventions et la réplication des mêmes activités.









# **Rétrospective de l'actualité du Projet de Gestion Durable des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB)**



# Etude portant sur le diagnostic sociofoncier et de planification participative : Les aménagistes planificateurs de développement local du PIF outillés pour restituer les résultats au niveau local

2017

**L**es 16 et 17 février s'est tenue dans la salle de réunion du PIF une séance de formation des APDL aux techniques et outils de restitution des résultats de l'étude portant sur le Diagnostic sociofoncier et de Planification Participative (DPP). Cette étude a généré des notices et des Plans d'Occupation et d'Affectation des Sols (POAS) qui ont été définis par les populations elles-mêmes au niveau des trente-deux (32) communes d'intervention du PIF. Après avoir reçu et validé les résultats de l'étude, le PIF s'est engagé à les restituer aux populations qui ont participé à leur élaboration à travers les ateliers TerriStories. D'où l'organisation de l'atelier de formation des APDL aux techniques de restitution de l'étude. Animé par les experts du cabinet INSUCO qui a

réalisé cette étude au profit du PIF, cette formation avait pour objectifs spécifiques de faciliter l'appropriation du contenu des notices et des POAS par les APDL et leur proposer un plan de restitutions au niveau communal. Les deux jours de travaux ponctué de présentations suivies de débats et de travaux de groupes ont été enrichissants pour toute l'équipe du développement local. Selon le chef de l'équipe, M. Jean Michel BRETEL « *Le bilan de ces deux journées est positif. Les APDL étaient présents et dynamiques. Ils se sont vraiment approprié les notices et cartes. Cela ne s'arrête pas là puisqu'ils vont continuer à travailler avec le cabinet INSUCO pour se pencher plus concrètement sur chacune des notices afin d'éclaircir les zones d'ombre* ».







### Révue à mi-parcours du PGDFEB : Multiplier les efforts pour relever le taux d'exécution du Projet

La revue à mi-parcours du Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB) a été officiellement lancée le jeudi 23 février 2017. La cérémonie officielle de lancement s'est déroulée dans la salle de réunion du Programme d'Investissement Forestier (PIF) sous la présidence M. Batio BASSIERE, Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique. Etaient présents à cette cérémonie les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PGDFEB, l'Equipe de la Banque mondiale chargée de conduire l'évaluation à mi-parcours et des personnalités invitées.



**P**endant deux semaines, l'équipe de la Banque mondiale et tous les acteurs intervenant dans le PGDFEB passeront en revue l'état de la mise en œuvre du projet. L'objectif est d'apprécier l'état d'exécution global du Projet et de proposer de nouvelles orientations pour accélérer la mise en œuvre des activités. Ce sera également l'occasion de jeter les bases de l'évaluation à mi-parcours du PIF qui interviendra en juin 2017. Deux actes majeurs ont ponctué le lancement officiel de la mission de revue à mi-parcours de la Banque mondiale. Dans un premier temps, M. Sibiri KABORE, le

coordonnateur national du PIF, après avoir présenté les nouveaux locaux du Programme à M. le Ministre et à l'équipe d'évaluation, a livré un message qui fait le bilan des activités menées dans le cadre du PGDFEB. En effet, de nombreuses études ont déjà été menées au sein du projet. L'un des résultats majeurs est que « *Le projet a réalisé des plans d'occupation des sols au niveau des terroirs communaux avec le concours des populations. Sur la base de ces plans, des investissements seront judicieusement opérés* », a souligné M. Sibiri KABORE. En ce qui concerne l'évaluation du projet,





« en plus de l'appréciation des activités déjà réalisées dans le cadre du PGDFEB, l'équipe de la Banque mondiale travaillera sur les questions foncières et les questions de sauvegardes environnementales et sociales. Elle s'intéressera également à la lutte contre la déforestation », a indiqué M. Loïc BRAUNE, le chef de la mission.

### Multiplier les efforts pour relever le taux d'exécution du Projet

Après deux ans et demi d'exercice, le PGDFEB affiche un taux d'exécution de 35%. Cette performance reste en deçà des attentes. Aussi, elle est liée à des difficultés d'ordre organisationnel et fonctionnel qui ont entravé la bonne marche du Projet. C'est pourquoi le second acte de la cérémonie de lancement de la mission d'évaluation du PGDFEB par la Banque mondiale a été consacré à une vidéoconférence animée principalement par M. Batio BASSIERE Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique du Burkina Faso et M. Benoît BOSQUET, Directeur Sectoriel Environnement et Ressources Naturelles

pour l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest de la Banque mondiale (Washington). Dans une discussion empreinte de convivialité, les deux personnalités ont réaffirmé la nécessité de travailler à améliorer considérablement le taux d'exécution du Projet et plus généralement celui du Programme. Ainsi, ils ont convenu d'accompagner la mission à identifier les goulots d'étranglement avec le concours des acteurs nationaux et à dégager les solutions idoines pour le succès du projet. A l'issue de la vidéoconférence, le Ministre de l'Environnement a procédé de façon solennelle au lancement de la Mission d'évaluation du PGDFEB par la Banque mondiale. Cette cérémonie a servi de tremplin pour lancer officiellement le site web du PIF. Une exposition de Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) a également été initiée au profit des invités. Du reste, il est prévu dans le plan d'aménagement des nouveaux locaux du PIF un espace pour la promotion et la valorisation des PFNL.

**Thierry Rolland N. OUEDRAOGO**

Expert en communication – PIF Burkina Faso

2017







### Intervention du Programme d'investissement forestier dans les communes concernées: Les acteurs s'accordent sur les modalités et les actions préalables à mener



Le jeudi 18 mai 2017, le Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso a organisé dans la salle de conférence de Ouaga 2000 un atelier d'information sur le mode d'intervention du PIF dans les communes et sur l'état de préparation du Burkina Faso à la REDD+. Co-présidé par le Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique et le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, cet atelier a regroupé environ 200 personnes. Les acteurs de la décentralisation se sont donné rendez-vous à Ouagadougou pour échanger sur le mode d'intervention du PIF au niveau communal.

**L**e groupe était composé essentiellement des gouverneurs des cinq (05) Régions couvertes par le PIF, les maires des trente-deux (32) communes d'intervention du Programme, les ONG et associations partenaires ainsi que les partenaires techniques et financiers du PIF. L'objectif de l'atelier était de permettre aux participants de prendre connaissance du processus devant aboutir à l'élaboration et à la mise en œuvre des Projets de Développement Intégrés Communaux pour la REDD+ (PDIC/REDD+). Il s'agissait également de soumettre les outils conçus par le Programme d'Investissement Forestier (PIF) dans le cadre de l'élaboration de la stratégie nationale REDD+ à l'appréciation des acteurs invités. Cet atelier intervient dans un contexte particulier. En effet,

selon monsieur Batio BASSIERE, Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique, « *Après les phases d'études et d'élaboration de nouveaux outils, qui ont parfois mis à mal la patience des bénéficiaires que vous êtes, le PIF va à présent se lancer résolument dans une phase active à travers des investissements concrets sur le terrain* ». Ce qui justifie l'intérêt du Programme à partager les résultats des études et les outils élaborés avec l'ensemble des acteurs impliqués dans sa mise en œuvre.

#### Le contenu des travaux

Au cours de l'atelier, plusieurs présentations ont été



2017

faites au profit des participants. Dans un premier temps, le coordonnateur national du Programme d'Investissement Forestier (PIF), monsieur Sibiri KABORE, a fait une communication sur les fondamentaux du PIF. Cette communication introductive a fait une part belle au changement climatique, au processus du montage du PIF, et à l'architecture institutionnelle du PIF. A la suite de cette présentation, Monsieur Samuel YEYE, Point Focal PIF-REDD+ du Burkina Faso a fait le point de l'état de préparation du Burkina Faso à la REDD+. Selon M. YEYE, par ailleurs Conseiller Technique du Ministre de l'Environnement, « *au stade actuel, des actes administratifs (décrets) portant sur les organes de la REDD+ ont été élaborés. Ces actes seront soumis à l'amendement de l'ensemble des acteurs. Aussi, des vagues de concertations seront lancées afin de générer des contributions venant des communautés locales, et susceptible d'alimenter la stratégie nationale REDD+* ». La seconde partie a été consacrée aux aspects techniques de l'élaboration et la mise en œuvre des Projets de Développement Intégrés Communaux pour la REDD+ (PDIC/REDD+). Ainsi les résultats de l'étude sur le diagnostic socio-

foncier et de planification participative ont été présentés aux participants. Aussi, le manuel simplifié d'élaboration, d'exécution et de suivi-évaluation des PDIC/REDD+ a fait l'objet d'échanges entre les participants. Enfin, les outils de planification territoriale et de sécurisation foncière ont été partagés avec les acteurs de la mise en œuvre du PIF.

### Les recommandations issues de l'atelier

Le processus d'implémentation des PDIC/REDD+ est assez long, au point que les communautés locales sont impatientes. C'est pourquoi les trente-deux (32) maires des communes partenaires du Programme d'Investissement Forestier ont souhaité l'accélération des travaux préalables afin de passer à l'action au plus vite. L'autre préoccupation soulevée par les participants porte sur le foncier. En effet, le processus de sécurisation foncière décliné dans le manuel simplifié d'exécution, de suivi et d'évaluation des PDIC/REDD+ doit être mieux explicite. C'est pourquoi, les participants souhaitent des sessions d'information et de formation plus approfondies sur les outils de planification





2017



territoriale et de sécurisation foncière développés par le PIF. En ce qui concerne la mise en œuvre opérationnelle des PDIC/REDD+, les participants ont suggéré au Programme d'Investissement Forestier (PIF) de travailler à capitaliser les outils de planification territoriale qui ont été élaborés par d'autres acteurs du développement local (ONG et associations, projets et programmes). La complémentarité des outils devrait permettre au PIF d'atteindre les résultats souhaités. Enfin, les collectivités territoriales ont manifesté le besoin de bénéficier de formation au PIF et à la REDD+. A cet effet, les présidents des conseils régionaux ont

marqué à recevoir des formateurs du PIF lors des rencontres des conseils régionaux. Avant de clore les travaux de l'atelier, M. Sibidou SINA, Secrétaire général du Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique a invité l'unité de coordination du PIF à prendre en compte les recommandations et suggestions des participants, pour une mise en œuvre réussie des projets de développement Intégrés communaux pour la REDD+.

**Thierry Rolland N. OUEDRAOGO**  
Expert en communication / PIF-Burkina Faso





# Intégration de l'outil EX-ACT dans le suivi-évaluation des PDIC/REDD+ : Les évaluateurs du PIF sont désormais outillés pour la production des bilans carbone

Du 11 au 14 juin 2018 s'est tenue à Ouagadougou une session de formation sur la mise en cohérence de l'outil EX-ACT avec les logiciels de suivi (Tom2 Monitoring et SIG). Organisée principalement à l'endroit des équipes chargées du suivi-évaluation du Programme d'investissement forestier au niveau régional, cette formation a également enregistré la participation des experts de l'Unité de Coordination du Programme (UCP).



**L**a formation à la mise en cohérence de l'outil EX-ACT avec les logiciels de suivi (Tom2 Monitoring et SIG) avait pour objectif de fournir une méthodologie adéquate pour estimer le bilan carbone et développer des mécanismes solides de suivi-évaluation à travers une mise en cohérence de l'outil EX-ACT et le Système d'Information Géographique (SIG). Toute chose qui va contribuer à mieux évaluer les performances des futures Projets de Développement Intégré Communaux pour la REDD+ (PDIC/REDD+) en termes d'émission et de séquestration de carbone. Le formateur principal de l'atelier est M. Anass TOUDERT, un expert de la FAO et spécialiste de l'outil EX-ACT. Au cours de l'atelier, des travaux

de groupes ont permis à la vingtaine de participants de savoir calculer la réduction des émissions de chaque PDIC/REDD+ en utilisant les chiffres tirés des données d'activité en cours ou programmées, obtenues en appliquant l'outil EX-ACT. Les différentes communications sur le SIG et leur mise en cohérence avec l'outil EX-ACT ont également permis aux apprenants de mieux faire la relation spatio-temporelle qui pourrait être établie entre les sources d'émissions, les quantités de carbone équivalent séquestré et les aires géographiques (zones de conservation, reboisement, etc.). Selon M. Alpha SIDIBE, Aménagiste Planificateur du Développement Local du PIF, basé à Tchérriba dans la Région de la Boucle du Mouhoun, « L'outil EX-





ACT est un outil qu'il fallait vraiment intégrer au niveau du PIF. Le cas de la commune de N'Douroula m'a beaucoup édifié. En effet, il est prévu la création d'une forêt communale dans le PDIC de cette commune. Donc, il y aura des reboisements, d'où une séquestration du carbone. Parallèlement à cela, le déboisement et l'utilisation non contrôlée des pesticides dans la même commune vont entraîner des émissions de gaz à

effet de serre. Avec l'outil Exact, j'ai appris à calculer le bilan carbone des PDIC/REDD+. Ce qui va faciliter la production des données à l'étape de l'évaluation ». Cette rencontre est une suite logique de la série de formations à l'utilisation de l'outil EX-ACT qui a été organisée en 2017.

**Thierry Rolland N OUEDRAOGO**

Expert en communication







### Lancement officiel des PDIC/REDD+ dans la commune de Dédougou

Les 30 et 31 juillet 2018 à Dédougou, le PIF a procédé au lancement officiel des Projets de Développement Intégrés communaux pour la REDD+ (PDIC/REDD) dans la commune de Dédougou. Après les études de base et l'élaboration des différentes approches conceptuelles, l'heure est venue pour les investissements concrets au sein de trente-deux (32) communes dans lesquelles le PIF intervient. 140 millions francs, c'est le montant affecté à chacune de trente-deux (32) communes pour la réalisation de projets/REDD+, afin de mieux conserver les forêts et espaces boisés et renforcer leurs capacités en matière de séquestration de carbone. A la date du 29 juillet 2018, 27 PDIC/REDD+ ont été validés par les acteurs communaux. Le tableau suivant donne des précisions sur les projets approuvés.

8  
1  
0  
2



**1** 40 millions francs CFA, c'est le montant à allouer à chacune des trente-deux (32) communes partenaires du Programme d'Investissement Forestier (PIF) pour la mise en œuvre des Projets de Développement Intégrés Communaux pour la REDD+ (PDIC/REDD+). Le lancement officiel de ces projets a eu lieu en juillet 2018 sous la présidence de M. Batio BASSIERE, Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique. Huit (08) mois après le lancement officiel, l'heure est au réglage des paramètres techniques pour passer à l'action. Conçus dans la cadre du PIF, les PDIC/REDD+ constituent un ensemble cohérent d'activités diversifiées mais intégrées, contribuant à réduire la déforestation et la

dégradation des forêts et des espaces boisés. Cela passe par le renforcement de leur capacité de séquestration du carbone en diminuant les pressions sur les écosystèmes forestiers grâce à une meilleure gouvernance, un développement socioéconomique local respectueux de l'environnement et une gestion durable des ressources forestières et des espaces boisés. Au total, soixante-dix-sept (77) aires de conservation ont été identifiées par les Communes sur une superficie de 20 162 hectares. Le Fonds d'Intervention pour l'Environnement (FIE) a intégré le dispositif institutionnel des PDIC/REDD+ afin d'assurer une intermédiation financière entre le PIF et les trente-deux (32) communes d'intervention du PIF. Concrètement, le rôle du FIE dans le dispositif





est de faciliter le transfert des ressources financières aux communes, de veiller au respect des procédures administratives, comptables et financières. Après la signature des conventions entre les communes et le Ministère de l'Environnement, le Programme d'Investissement Forestier (PIF) a procédé au virement des deux premières tranches (14 millions et 42 millions FCFA) de financement aux communes. Cette transaction a été réalisée par l'intermédiaire du FIE. Ainsi, à la date du 30 mars 2019, chaque commune dispose de 56 millions francs CFA pour l'exécution des premières activités de son PDIC/REDD+.

### La situation après le lancement officiel

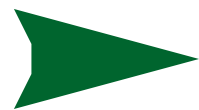
Après le passage de deux (02) missions de suivi-appui-supervision du PIF et de la Banque mondiale dont une effectuée conjointement avec le FIE, sur le terrain, les différents acteurs s'activent pour réunir les conditions techniques nécessaires pour l'exécution des PDIC/REDD+. La prospection pour l'identification des sites qui doivent abriter l'investissement est achevée. Une cartographie des acteurs impliqués (Religieux, coutumiers, propriétaires terriens, personnes affectées...) a également été établie. Le FIE, de son côté, s'investit

dans l'appui-conseil et les concertations diverses pour une meilleure préparation des dossiers d'appel d'offre. Concernant les réajustements à opérer, on note une reprise du processus d'élaboration et de validation du PDIC/REDD+ de la commune de Zambo. Une reprise consécutive à l'absence d'un consensus des acteurs locaux autour du premier document projet. Aussi, pour une mise en œuvre effective de leur PDIC/REDD+, les communes de Ténado, Dassa et Kyon attendent la validation de leur PACF. Pour accélérer le processus de mise en œuvre des PDIC/REDD+, une stratégie a été élaborée par l'équipe de développement local du PIF. Cette stratégie est basée sur l'identification et la mise en œuvre des actions qui faciliteront le décaissement d'ici à la fin du mois d'avril 2019. Ainsi, le PIF et le FIE vont accompagner au moins vingt 20 communes dynamiques, afin qu'elles atteignent l'indice de progrès nécessaire (40% d'exécution physique et financier) pour accéder chacune à la troisième tranche de son PDIC/REDD+, d'un montant de 42 millions FCFA. Toute chose qui constituera une grande avancée pour le Programme d'Investissement Forestier (PIF).

**Thierry Rolland N. OUEDRAOGO**  
Expert en communication / PIF-Burkina







### Gestion sécurisée des pesticides : une formation pour renforcer les capacités des chefs de zone d'appui technique de l'agriculture et les aménagistes planificateurs du développement local du PIF.



**D**u 27 février au 1er mars 2019 s'est tenu à Koudougou un atelier de formation des agents de l'agriculture et des APDL sur la gestion sécurisée des pesticides. 42 personnes (32 chef de Zone d'Appui Technique (ZAT) de l'agriculture et dix (10) aménagistes planificateurs du développement local du Programme d'Investissement Forestier) ont participé à cet atelier. L'objectif de la formation était de renforcer les capacités techniques des acteurs de terrain chargés de l'appui-conseil aux producteurs sur « la gestion sécurisée des pesticides ». La session a été animée par MM René Manoé SANOU et R. Basile SAWADOGO, tous de la Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC), Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-Agricoles (MAAH). Elle a consisté en des brainstormings, des présentations Power Point et des travaux de groupes avec une restitution des résultats en plénière. Les

thématiques abordées tournent autour des bonnes pratiques en matière de gestion sécurisée des pesticides et la législation qui régit l'utilisation de ces produits chimiques. Les communications, travaux de groupes et échanges d'expériences ont permis aux participants non seulement de faire le lien entre la GDT et l'utilisation des pesticides, mais surtout de prendre conscience des dangers (pour les terres agricoles, les forêts, les animaux sauvages et domestiques, les eaux, l'air, l'homme, etc.), liés à l'utilisation des pesticides. A la fin des travaux, les participants ont formulé des recommandations aussi bien à l'endroit de la Direction Générale des Productions Végétales (DGPV) qu'à l'endroit des chefs de Zone d'Appui Technique (ZAT). Concernant le premier groupe, les participants ont souhaité que les Agents de l'Agriculture (Chefs ZAT) soient responsabilisés pour le contrôle des pesticides. Aussi, en termes de formation, il a été recommandé d'élargir





les formations à la gestion sécurisée des pesticides aux agents de l'élevage et de l'environnement, et compléter le renforcement des capacités des agents de l'agriculture avec des modules sur la maintenance des appareils de traitement. A l'endroit des chefs d'appui technique, les participants ont souhaité que des séances de sensibilisation sur la gestion sécurisée

des pesticides soient organisées au profit des scolaires dans les Lycées et Collèges. Toute chose qui permettra de rendre durables acquis de ces formations.

**Thierry Rolland N. OUEDRAOGO**  
Expert en Communication







# La Banque mondiale va à la découverte des réalisations du PIF-Burkina Faso

**D**u 30 avril au 09 mai 2019, le Programme d'Investissement Forestier (PIF) accueille une mission d'appui technique de la Banque mondiale. La mission passera en revue l'état de mise en œuvre du Projet de gestion décentralisée des forêts et espaces boisés et du don pour la préparation du Burkina Faso à la REDD+. En plus des sessions d'appui technique qui sont animées par M. Loïc BRAUNE chargé des projets à la Banque mondiale, une partie de la mission sera consacrée à des échanges entre les acteurs du

Programme d'Investissement Forestier (PIF) et Mme Maria SARRAF, responsable de l'Unité environnement – gestion des ressources naturelles pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, accompagnée par Mme Ellysar BAROUDI spécialiste en chef en Finance Carbone de la Banque mondiale. Les deux personnalités se rendront également dans les terroirs locaux et dans les communes partenaires du PIF pour constater les réalisations du Programme d'Investissement Forestier (PIF).

9  
1  
0  
2



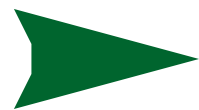




2019







# Gestion Durable des Terres (GDT) sécurisation des investissements : Le PIF a équipé les producteurs relais et la Direction générale des impôts

Le 23 juillet 2020 s'est tenue dans la commune de Ipélcé (Région du Centre-Sud) une cérémonie officielle de remise de matériel aux producteurs relais qui bénéficient de l'accompagnement du Programme d'Investissement Forestier (PIF). Présidé par Batio BASSIERE, Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique, la cérémonie a enregistré la présence du Ministre de l'Eau et de l'Assainissement, de Mme le Gouverneur de la Région du Centre-Sud, ainsi que celle des autorités des ministères en charge de l'élevage et de l'agriculture.

2020



**A** quelques mois de la clôture du Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB), 480 charrettes d'une valeur de 15 millions francs CFA ont été offertes aux producteurs relais impliqués dans la diffusion des bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales promues par le PIF dans les trente-deux (32) communes d'intervention du PGDFEB. Au cours de la cérémonie,

10 producteurs ont reçu symboliquement les charrettes. Selon Dieudonné WANGRAOUA, qui fait partie des bénéficiaires, « Ces charrettes constituent un appui de plus qui va aider les producteurs à améliorer leurs performances. Auparavant, du matériel composé de brouettes, de pioches, de pelles, et de barres à mine a été offert aux producteurs par le PIF ». La dotation des producteurs en matériel de





production vient en complément aux différentes formations aux bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales reçues par les producteurs (relais et collègues). Le Ministre Batio BASSIERE a prodigué des encouragements aux bénéficiaires tout en leur rappelant que « la finalité du processus est de faire émerger une masse de producteurs qui seront des relais efficaces pour la diffusion des bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales ».

## Du matériel informatique pour la DGI

Si les producteurs relais et collègues ont reçu des charrettes, la Direction Générale des Impôts (DGI) quant à elle a reçu du matériel informatique d'une valeur de 37 450 000 FCFA, le matériel est composé de cinq (05) ordinateurs portables, dix (10) ordinateurs de bureau, dix (10) imprimantes, quinze (15) disques

durs externes et des onduleurs. C'est M. Boukary SAWADO, Directeur du Guichet Unique du Foncier, Représentant le Directeur général des impôts qui a reçu le matériel. Selon lui, « Cet appui du PIF est d'une valeur inestimable. Il vient à point nommé pour renforcer le parc informatique de la Direction générale des impôts. Ce matériel permettra aux services régionaux des impôts d'être opérationnels pour accompagner efficacement le PIF dans la sécurisation foncière des sites sur lesquels le Programme a investi ». Le Ministre Batio BASSIERE s'est réjoui du partenariat qui lie le PIF et la DGI. La sécurisation des forêts et des investissements occupe une place de choix dans la politique actuelle du Ministère en Charge de l'Environnement.

**Emmanuelle YAMEOGO**

Stagiaire en Communication / PIF-Burkina Faso







### Du matériel de haute performance pour permettre à la Direction Générale des Impôts (DGI) d'assurer la sécurisation foncière des investissements du PIF

**Q**u'inze (15) ordinateurs portables, trois (03) traceurs A0 avec cinq (05) jeux d'encre pour impression de plans et cartes, un (01) GPS RTK de haute performance, c'est la composition du lot de matériel remis par le Programme d'Investissement Forestier (PIF) à la Direction générale des impôts pour renforcer les capacités des services domaniaux et du cadastre. Le matériel a été acquis dans le cadre d'une convention qui lie les deux structures dans le cadre des interventions du PIF au niveau communal. Selon Jean Bosco SO, le Coordonnateur National du PIF, « Le Programme d'Investissement Forestier (PIF) a fait de la sécurisation foncière de ses investissements une priorité de premier ordre. Pour y parvenir, il a été nécessaire de demander l'appui de la Direction Générale des Impôts (DGI). Le matériel acquis et remis à la DGI permettra de réaliser effectivement les activités de sécurisation foncière ». D'une valeur de cent trente (130) millions francs CFA, le matériel

remis en janvier 2021 est un second lot après un premier lot remis à la DGI en juillet 2020 au cours d'une cérémonie officielle organisée dans la commune de Ipelcé. Pour Moumouni LOUGUE, le Directeur général des impôts, « la DGI est reconnaissante vis-à-vis du PIF pour le matériel de haute performance qui lui a été offert. Le matériel sera destiné principalement aux services cadastraux des six régions dans lesquelles le PIF intervient pour accompagner la sécurisation foncière des investissements réalisés par le PIF. C'est donc une opération gagnant-gagnant qui vient renforcer le partenariat entre le PIF et la DGI ». Un troisième et dernier lot de matériel acquis par le Programme d'Investissement Forestier (PIF) sera livré à la Direction générale des impôts au cours du premier semestre de l'année 2021.

**Thierry Rolland N. OUEDRAOGO**

Expert en communication / PIF-Burkina Faso







### Le Ministre en Charge de l'Environnement dans les locaux du Programme d'Investissement Forestier (PIF)

Après son installation officielle dans ses fonctions de Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique le 15 janvier 2021, Siméon SAWADOGO a entrepris une tournée de prise de contact avec les différents services de son département ministériel. C'est dans ce cadre qu'il était présent le lundi 8 février 2021 au Programme d'Investissement Forestier (PIF).

**M**ieux connaître le Programme d'Investissement Forestier (PIF) et échanger avec le personnel, ce sont les objectifs de la visite effectuée par le nouveau Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique au Programme d'Investissement Forestier (PIF). Après les salutations d'usage, Jean Bosco SO, le Coordonnateur National du PIF, a fait une présentation du Programme au profit du Ministre Siméon SAWADOGO. De cette présentation, il est ressorti que le PIF couvre principalement six (06) Régions du Burkina Faso (Est, Centre-Ouest, Sud-Ouest, Centre-Sud, Boucle du

Mouhoun et Hauts-bassins) avec trois projets pilotes (PGFC/REDD+, PGDFEB, et PADA-REDD+). La préparation du Burkina Faso à la REDD+ a également été lancée par le PIF avant d'être confiée au Secrétariat technique national REDD+ (STN-REDD+). En termes de résultat, à la date de 31 décembre 2020, ce sont 12 forêts classées qui ont fait l'objet d'aménagement avec un programme de reboisement qui a couvert plus de 3000 ha dont 165 ha clôturés avec du grillage. Ces réalisations ont également été faites dans les terroirs villageois riverains des douze (12) forêts classées pour promouvoir la gestion durable des forêts. En plus des interventions au niveau des







2021

forêts classées, trente-deux (32) communes ont bénéficié d'investissements dans le cadre de l'approche Projet de Développement Intégré Communal pour la REDD+ (PDIC/REDD+) pour réduire les pressions anthropiques sur les forêts et espaces boisés et lutter contre la pauvreté. Après la présentation, une session d'échanges avec l'équipe du PIF a été ouverte et animée par le Ministre Siméon SAWADOGO. « *Je suis impressionné par tout ce que vous faites dans le cadre de ce Programme* », a-t-il lancé à l'équipe du PIF avant d'ajouter qu'il a

remarqué qu'il y a plusieurs compétences qui travaillent dans la mise en œuvre du programme. Raison pour laquelle il a exhorté les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PIF à fédérer leurs énergies pour atteindre les objectifs du PIF afin d'asseoir une économie verte probante pour lutter contre le changement climatique tout en améliorant les conditions de vie des populations.

**Emmanuelle YAMEOGO**

Stagiaire en communication / PIF-Burkina Faso







### Environnement : le ministre Siméon Sawadogo visite des réalisations du PIF à Sapouy

Le Programme d'Investissement Forestier (PIF) est en phase de clôture. Dans cette optique, le ministre en charge de l'Environnement, Siméon Sawadogo a effectué une visite terrain pour constater de visu quelques réalisations du programme dans la commune de Sapouy, province du Ziro, région du Centre-Ouest.

Le Centre National de Formation sur la REDD+ (CENAFOR REDD+) de Galo a constitué la première étape de la visite du ministre de l'Environnement. Construit et équipé à plus de 400 millions FCFA, ce centre, qui s'étend sur cinq hectares, fait la fierté du PIF et des eaux et forêts. C'est en effet, le seul centre au monde qui offre des formations à la Réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+). Là, Siméon Sawadogo a fait le tour des différentes infrastructures qui composent le centre et discuté avec les premiers responsables sur les difficultés

qu'ils rencontrent et les améliorations qui pourraient être faites pour une meilleure performance du centre. Après le CENAFOR, cap a été mis sur l'espace de conservation de l'unité d'aménagement forestier, située à cheval entre les communes de Sapouy et de Bieha. Cette unité d'environ 876 hectares a bénéficié de bornage grâce au projet de gestion décentralisée des forêts et espaces boisés. Le ministre Sawadogo a pu échanger avec des membres du comité de gestion de cette forêt. L'unité de transformation de beurre de karité du groupement féminin Névénaya de Sapouy a constitué la troisième étape de la visite du ministre Siméon Sawadogo. Le groupement a







2021  
bénéficié de la part du PIF d'un moulin, d'une machine de filtrage, d'un concasseur. A en croire la présidente du groupement, Angeline Nama, cet équipement en plus de leur faciliter la tâche, leur a permis d'accroître leur production et leurs revenus. *« Nous pouvons maintenant produire sur trois jours, trois fûts de 100 kg de beurre de karité. Mais avant quand nous n'avions pas de matériel, on concassait les amandes de karité à la main »*, a-t-elle témoigné. La visite du ministre a constitué pour Angeline Nama et ses pairs, non seulement une occasion de traduire leur reconnaissance au PIF mais aussi de faire un plaidoyer pour l'acquisition d'un local plus grand pour leur moulin. Prochaine escale de Siméon Sawadogo et sa délégation, le jardin botanique du lycée provincial de Sapouy. Cet espace de conservation de différentes espèces végétales d'une superficie de cinq hectares, a pu être clôturé grâce à l'appui du PIF. Il a aussi été enrichi de nouvelles espèces grâce à un reboisement de 500 plants réalisés en août 2020. Siméon Sawadogo a invité les élèves à prendre grand soin de cet espace qui est pour eux un lieu de savoir et de découverte d'espèces en voie de disparition. Le périmètre maraîcher du groupement féminin Nêkinin-doua de Sapouy, a été le dernier site visité par la délégation.

Les femmes qui y produisent des spéculations maraîchères telles que l'oseille, le chou, les feuilles de haricot ont pu bénéficier d'un forage, huit bassins, deux puits à grand diamètre, le renforcement de la clôture du périmètre et des sessions de formation. Ces différentes réalisations ont été faites, en complémentarité avec le Projet d'Appui aux Populations dépendantes de la Forêt (PAPF). Siméon Sawadogo a promis plaider auprès de son collègue ministre de l'Eau, afin que le barrage à proximité du périmètre maraîcher soit réaménagé pour que les productrices disposent d'eau sur toute l'année.

### Satisfaction à plus de 90%

Après avoir fait le tour des différents sites, le ministre de l'Environnement dit avoir pu constater une gestion intégrée du projet qui implique les collectivités territoriales et les populations vivant aux alentours des forêts. Selon lui, le projet permet d'immatriculer les forêts qui sont en voie de disparition et de travailler avec les collectivités pour leur sauvegarde. Siméon Sawadogo salue également la prise en compte de l'aspect genre, à travers le soutien des activités portées par des groupements







2021  
féminins. « Nous sommes satisfaits à plus de 90%. Ce que nous avons pu voir est un investissement d'environ 30 milliards FCFA dans le projet, financé par la Banque mondiale ». Pour Mirko Serkovic, spécialiste en environnement à la Banque mondiale, bras financier du projet, cette visite permet de constater de très bons résultats en matière de protection de forêts, d'amélioration dans la gestion des ressources naturelles et d'opportunités génératrices de revenus pour les populations locales.

Face à ces résultats positifs, la Banque mondiale est dans une phase préparatoire de mise en échelle de l'expérience de 32 à 90 communes. L'enveloppe allouée au projet de gestion décentralisée des forêts et espaces boisés qui prend fin en juin 2021, est toujours garnie d'environ 600 millions FCFA. Le ministre Siméon Sawadogo a interpellé les communes qui traînent encore le pas, afin que des propositions de projets soient faites dans le but de pouvoir absorber les fonds restants.





# Préparation à la REDD+





# **Quelques activités majeures de la préparation à la REDD+**



## Elaboration de la stratégie nationale REDD+ : des vagues de concertation pour une stratégie axée sur les besoins à la base

Le Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso constitue la porte d'entrée de l'opérationnalisation de la REDD+ au Burkina Faso. C'est pourquoi l'un des principaux livrables du Programme est l'élaboration d'une stratégie nationale REDD+ au profit du Gouvernement. Pour y parvenir nombre d'activités sont nécessaires dont des vagues de concertations à différentes échelles (villageoise, communale, régionale et nationale). Les premières consultations ont débuté au niveau villageois en février 2017.

Le premier trimestre de l'année 2017 a été marqué par une ambiance particulière dans les cent seize (116) villages riverains des communes d'intervention du Programme d'Investissement Forestier (PIF). Des focus groupes ont été constatés un peu partout. Boîte à images à l'appui, des animateurs abordent plusieurs sujets avec les populations. Parmi les thèmes abordés figurent la compréhension que les communautés ont du changement climatique et du processus REDD+, leur vision par rapport à la protection des forêts et des autres ressources naturelles, le rôle et la place de

la femme dans la lutte contre le changement climatique, et les actions à entreprendre pour réduire les pressions anthropiques sur les forêts. Ces fora villageois constituent la première étape des vagues de concertations qui permettront de renseigner la stratégie nationale REDD+ du Burkina Faso. Ladite stratégie est basée sur deux piliers. Un pilier technique comprenant des études stratégiques telles que celle qui porte sur les Facteurs de la Déforestation et de la Dégradation des Forêts (FDDF), celle relative au système national de Mesure-Notification-Vérification (MNV) qui devrait







permettre d'apprécier les efforts fournis par le Burkina Faso en termes de réduction des émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts et bien d'autres. Selon Monsieur Georges KUATE KUATE, Assistant Technique REDD+ au Programme d'Investissement Forestier (PIF), « *En plus du pilier technique, la stratégie nationale REDD+ repose sur un pilier communautaire qui veut que tous les axes qui seront développés puissent réellement adresser les préoccupations des populations à la base, car ce sont elles qui sont responsables finalement de la mise en œuvre des activités qui devront à terme inverser les tendances négatives des changements climatiques, notamment en réduisant les émissions de gaz à effet de serre dans et hors des forêts* ». D'où les vagues de concertations. A l'issue des fora villageois, des synthèses seront faites à l'échelle communale avec des acteurs clés pour dégager la vision de la commune en matière de

REDD+. Le même exercice sera fait au niveau régional. La capitalisation des informations recueillies au niveau villageois, communal et régional permettra d'orienter les axes stratégiques de la stratégie nationale REDD+. La finalité des vagues de concertation est de nourrir la stratégie nationale REDD+ de sorte à ce qu'elle reflète le plus fidèlement possible les réalités du Burkina Faso en matière de déforestation et de dégradation des Forêts. Il s'agit également de créer les conditions pour que les options stratégiques qui seront dégagées pour adresser les moteurs de la déforestation soient acceptées et assimilées par les tous les acteurs. Le processus de concertation court jusqu'en fin mai, soit cinq (04) mois de communication participatives avec les acteurs locaux, communaux et régionaux.

**Thierry Rolland N. OUEDRAOGO**

Expert en communication / PIF-Burkina Faso





## Echanges sud-sud : le Burkina Faso s'inspire de l'expérience de Madagascar en matière de REDD+

**Du 24 au 28 septembre 2018, Madagascar a reçu une mission du Burkina Faso dans le cadre d'un échange Sud - Sud de partage d'expériences et de compétences sur la REDD+. C'est le Bureau national de coordination de la REDD+ à Madagascar qui a organisé l'échange et accueilli dans ses locaux la délégation du Burkina Faso, composée d'acteurs de la conception et de la mise en œuvre du processus REDD+ du Burkina Faso à la REDD+.**

**L**e Burkina Faso est engagé dans le processus REDD+ au même titre que Madagascar. Cependant Madagascar a une longueur d'avance sur le Burkina Faso en la matière. Raison pour laquelle le Secrétariat technique national REDD+ du Burkina Faso en partenariat avec le Programme d'Investissement Forestier (PIF) a organisé un voyage d'étude sur la grande île. Les échanges ont duré cinq (05) jours et se sont déroulés en trois (03) phases : des ateliers de partage, une visite de terrain et un événement culturel promouvant la diversité culturelle. L'objectif de l'échange entre les deux pays était de partager les expériences ainsi que les bonnes pratiques qui permettent la mise en

place efficace et pratique des piliers et des phases de la REDD+. En termes de leçon apprise et mise en œuvre à la suite de cette mission, le Burkina Faso s'est inspiré de l'organisation institutionnelle de Madagascar pour mieux étoffer et organiser son Secrétariat technique national REDD+ à l'image du Bureau national sur le Changement Climatique et la REDD+ (BNCC-REDD+) de Madagascar. Ainsi, après le voyage d'échange, l'équipe du STN-REDD+ a été renforcée avec des compétences diverses (Sauvegardes environnementale et sociale, Juriste, communicateur...). Sur le plan opérationnel le STN-REDD+ est à pied d'œuvre pour mettre sur pied un laboratoire géomatique à l'image de celui du BNCC-







REDD+ de Madagascar. Ce laboratoire appuiera la cellule MNV dans la collecte des données liées aux changements d'utilisation des terres et les changements du couvert forestier pour faciliter le suivi du niveau d'émission de référence forestier national. L'autre leçon apprise et mise en pratique après le voyage d'échange, c'est le renforcement de la participation de la société civile et des parties prenantes au processus REDD+ du Burkina Faso. Le

voyage d'étude a été une véritable opportunité d'enrichissement aussi bien pour les experts du Burkina Faso que pour les Experts de Madagascar. Les différentes expériences, qui ont été partagées sur la REDD+, permettront à chaque partie de consolider ses acquis.

**Thierry Rolland OUEDRAOGO**

Expert en communication du PIF







## Le Burkina Faso élu membre de deux sous-comités du CIF (Climate Investment Fund)

**L**es pays bénéficiaires du CIF se sont retrouvés à Ouarzate, au Maroc du 28 au 31 janvier 2019, pour célébrer son 10ème anniversaire. En marge des activités commémoratives, les pays bénéficiaires des financements du CIF se sont retrouvés pour élire les nouveaux membres des sous-comités des programmes du CIF, et de ceux des comités des fonds du CIF que sont le Fonds stratégique pour le climat (SCF: Strategic Climate Fund) et le Fonds pour l'énergie propre (CTF: Clean Technology Fund). Le mandat de ces nouveaux membres prendra effet pour compter du 1er juin 2019 pour une durée de dix-huit (18) mois. C'est dans ce cadre que M. Mamadou BATIENE, point

focal PIF-REDD+ du Burkina Faso a présenté les candidatures de son pays au sous-comité du FIP (Forest Investment Program) et au comité du SCF (Strategic Climate Fund). Ces candidatures ont été bien appréciées par les participants qui ont effectivement élu le Burkina Faso. Le Pays des Hommes intègres partagera le siège de membre du sous-comité du FIP (Forest Investment Program) avec la République Démocratique du Congo et celui du comité du SCF (Strategic Climate Fund) avec le Tajikistan.

**Thierry Rolland N. OUEDRAOGO**  
Expert en communication







2019







## Etudes sur les facteurs de la déforestation et de dégradation des forêts : de nouvelles solutions pour renforcer la préservation des ressources forestières

Valider les rapports d'analyse des principaux Facteurs de la Déforestation et de la Dégradation des Forêts (FDDF) au Burkina Faso, c'est le principal objectif de la rencontre organisée par le Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso, le jeudi 11 avril 2019. Présidé par M. Batio BASSIERE, Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique, l'atelier a regroupé une centaine d'experts aux compétences diverses.

L'étude sur les Facteurs de la Dégradation et de la Déforestation des forêts (FDDF) a été conduite par une vingtaine d'experts soutenus par la Banque mondiale. Sa validation s'est voulue participative à travers un atelier national. L'objectif de l'étude est d'adresser des solutions pertinentes aux moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts. Présent à la cérémonie d'ouverture de l'atelier, Mr. Elisée OUEDRAOGO qui représentait la Banque mondiale a indiqué dans son allocution que « l'étude a démontré que les

terroirs ne pourront pas être gérés durablement sans une approche transversale qui associe les secteurs de l'environnement, de l'agriculture, de l'élevage, de l'énergie et des mines en collaboration avec les autres domaines, tout en responsabilisant les communes ». Après la cérémonie d'ouverture, une présentation sommaire des résultats a été faite par les experts qui ont réalisé l'étude. Dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, les mauvaises pratiques entraînent une perte considérable des ressources forestières. Au niveau du secteur minier, l'orpaillage







anarchique et l'utilisation non contrôlée des produits chimiques entraînent une dégradation accélérée des sols et une pollution progressive des eaux qui affecte les écosystèmes. Les premières analyses ont révélé que de nouveaux modèles agricoles et miniers doivent être inventés pour que le Burkina Faso tienne la promesse du développement pour les générations actuelles et futures. Après la présentation sommaire des résultats de l'étude, un panel de haut niveau a été mis en place. Ce panel a enregistré la présence de trois (03) ministres (Environnement, Agriculture, Elevage). Trois (03) autres ministres (Administration territoriale, Mines et carrière, Energie) ont été représentés par leurs collaborateurs les plus proches.

Au cours de ce panel, chaque secteur ministériel a fait l'état des lieux de ses activités en lien avec la préservation des ressources forestières. De façon globale, il se dégage une nécessité de redéfinir les modes d'interventions afin de les orienter vers la REDD+ (Réduction des Emissions dues à déforestation et à la dégradation des forêts). A la suite du panel, des travaux de groupes ont été organisés afin d'amender les rapports. La session de restitution en plénière s'est achevée avec la validation à l'unanimité des rapports de l'Etude.

**Thierry Rolland N OUEDRAOGO**

Expert en communication / PIF-Burkina Faso







## Participation du PIF-Burkina Faso à la COP25 : des approches d'intervention qui séduisent à l'échelle internationale

Le Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso a participé à la 25ème Conférence des Parties sur le climat (COP25) qui s'est tenue à Madrid en Espagne du 02 au 14 décembre 2019. La délégation du PIF-Burkina Faso était conduite par Pamoussa OUEDRAOGO, Directeur général de l'Economie Verte et du Changement Climatique, et composée de Mamadou BATIENE, Point Focal National REDD+, Georges KUATE KUATE Assistant Technique International REDD+, et Thierry Rolland OUEDRAOGO expert en communication du Programme d'Investissement Forestier (PIF).

La participation du PIF-Burkina Faso à la COP25 avait pour objectif de valoriser les résultats des expériences pilotes REDD+ et prospector de nouveaux partenariats. Au titre de la valorisation des expériences pilotes, la délégation du Burkina Faso a organisé trois panels. Ce panel a été coanimé par le Libéria. Le premier a porté sur « les leçons et expériences tirées des approches pilotes REDD+ développées au Burkina Faso ». Le second

panel a été organisé sur le thème suivant : « *Burkina Faso : de la préparation à la REDD+ au Programme de Réduction des Emissions, acquis, défis et perspectives pour atteindre la contribution déterminée au niveau national* ». Il a été développé au niveau du pavillon du NDC-Partnership. Le même thème a été présenté lors de la journée de la Francophonie. De façon générale, les approches d'intervention du Programme d'Investissement







Forestier (PIF) du Burkina Faso ont fortement intéressé les participants aux différents panels. L'approche PDIC/REDD+ est le model d'intervention qui a suscité beaucoup d'attention et de curiosité. Des pays comme le Libéria et le Mali ont souhaité que des initiatives soient prises de part et d'autre pour mieux partager les expériences entre les pays africains bénéficiaires du PIF et engagés dans le processus REDD+. La délégation du Programme d'Investissement Forestier (PIF) a également organisé un échange direct entre le Ministre de

l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique et Malda DUARTE, Directrice des Fonds Investissement Climatique (CIF). Ce fut une occasion pour le Ministre Batio BASSIERE de présenter les acquis du PIF à la Directrice du CIF et de l'inviter à venir toucher du doigt les réalisations que le PIF a bien pu faire au Burkina Faso avec les fonds du CIF. En retour, la directrice du CIF a apprécié positivement les résultats qui lui ont été présentés. Elle a marqué son accord pour effectuer une visite officielle au Burkina Faso.





## PIF-Burkina Faso : La Directrice des Fonds d'investissement climatique satisfaite des résultats obtenus

A quelques mois de la clôture du Programme d'Investissement Forestier (PIF), la directrice des Fonds d'Investissement Climatique (CIF), a séjourné au Burkina Faso, du 02 au 04 mars 2020. Accompagnée de ses proches collaborateurs, Mafalda DUARTE est venue constater les réalisations du Programme d'Investissement Forestier du Burkina Faso (PIF-BF) et s'approprier les résultats de cette première phase afin de mener le plaidoyer à l'échelle internationale pour des financements additionnels. Au cours de sa mission, Mafalda DUARTE a visité des forêts classées, des plateformes multifonctionnelles, un jardin maraîcher, un site d'apiculture et un groupement féminin spécialisé dans la transformation de lait. Sur les différents sites, elle a échangé avec les acteurs et recueilli leurs doléances. C'est une directrice du CIF pleinement satisfaite de ce qu'elle a observé qui s'exprime au micro du PIF-BF. Lisez-plutôt.

*PIF-BF : Présentez-nous les Fonds d'investissement climatique?*

**Mafalda DUARTE (M.D.) :** Les Fonds d'Investissement Climatique (CIF) ont été créés en 2008 pour aider les pays en développement à réaliser des investissements en matière d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Nous intervenons dans 72 pays en développement à travers le monde dont le Burkina Faso. Nous avons plus de 300 projets pour plus de 8 milliards de dollars d'investissements sur le plan mondial dans les domaines de la foresterie, de l'agriculture, de l'eau, de l'énergie et des transports. Nous sommes en train de démarrer cette année un projet dans le secteur de l'énergie ici au Burkina Faso. Il sera un autre projet après le Programme d'investissement forestier (P.I.F).

*PIF-BF : Quels sont les objectifs de votre visite ici au Burkina Faso ?*

**M.D. :** Je suis venue constater les réalisations du Programme d'Investissement Forestier du Burkina Faso. Nous travaillons avec le Gouvernement burkinabè depuis 2010. Cela fait maintenant 10 ans. Je suis venue voir les résultats des investissements et de tous les efforts réalisés par le Programme d'Investissement Forestier. Je suis venue également



parler avec les bénéficiaires et toutes les personnes engagées pour l'implémentation du programme et





recueillir leurs témoignages et leurs opinions. C'est très important pour nous de venir voir les résultats au Burkina Faso, car c'est le seul pays sahélien qu'on a dans le Programme d'investissement forestier (échelle mondiale). La priorité était jusqu'à donnée aux pays des forêts tropicales au détriment des pays sahéliens. Pour cela, il est important de valoriser les résultats que nous avons ici. Nous avons écouté les bénéficiaires et nous allons porter leurs messages.

**PIF-BF : Quelle est la contribution exacte des Fonds d'investissement climatique au Programme d'investissement Forestier au Burkina Faso ?**

**M.D. :** Les Fonds d'Investissement Climatique apportent 40 millions de dollars au Burkina Faso à travers quatre projets qui sont mis en œuvre dans différentes zones du pays. J'ai visité une petite partie des résultats de ces projets. Je suis très satisfaite de ce que j'ai vu. Le Programme d'Investissement

Forestier du Burkina Faso a fait un très bon travail.

**PIF-BF : Concrètement, qu'est-ce que vous avez vu sur le terrain ?**

**M.D. :** J'ai vu des réalisations de plusieurs projets. J'étais dans des forêts classées où j'ai vu le travail qui est fait pour contrer les feux. J'ai rencontré des apiculteurs, des comités de gestion des forêts, des femmes bénéficiaires de plateformes multifonctionnelles... J'ai aussi visité un très beau jardin maraîcher exploité par des femmes, une coopérative de femmes spécialisées dans la transformation de lait et une famille bénéficiaire d'un bio digesteur. Nous avons vu des résultats sur le terrain et la connexion qui existe entre la subsistance des familles et l'existence des forêts. C'était une visite enrichissante.

**PIF-BF : Durant vos visites sur le terrain, les acteurs vous ont-ils fait part des difficultés qu'ils rencontrent ?**







NON

**M.D. :** J'ai beaucoup échangé avec les femmes. Et elles ont soulevé la nécessité de faire des investissements additionnels. Par exemple, dans le jardin que j'ai visité, les femmes ont souhaité la réalisation d'un autre forage. C'est important car le jardin a grandi et accueille plus de femmes. Cela est aussi dû aux bons résultats qui sont déjà obtenus. Au niveau des plateformes multifonctionnelles, les femmes ont demandé des équipements supplémentaires et surtout des toilettes. Au niveau de la coopérative de productrices de lait, l'histoire est assez intéressante. Elles produisent actuellement 140 litres de lait par semaine mais peuvent aller jusqu'à 1400 litres pour approvisionner Ouagadougou. Mais pour atteindre ce rythme de production, elles ont besoin de capacités de stockage à froid et de moyens pour acheminer le lait jusqu'à Ouagadougou dans de meilleures conditions.

**PIF-BF :** *Quelle appréciation faites-vous du travail de vos collaborateurs du Burkina Faso ?*

**M.D. :** Comme je l'ai dit, j'ai visité des projets qui sont implémentés à l'Ouest et au Sud de Ouagadougou.

J'ai vu différentes activités et je dois dire que les équipes ont fait un très bon travail à destination des populations et des familles.

Les populations et les familles nous ont expliqué comment les actions du PIF ont changé leur vie. La compréhension de la connexion entre les forêts et la subsistance et la prospérité de la famille était vraiment significative.

**PIF-BF :** *Le PIF tend vers sa fin. Quelles sont les perspectives au niveau des Fonds d'investissement climatique ?*







**M.D. :** C'est aussi pour cela qu'il était très important que nous venions au Burkina Faso à cette étape de la mise en œuvre du Programme. Il est important pour nous de retourner présenter ces résultats et ces témoignages aux pays qui financent les actions de lutte contre le changement climatique. Il est important que les gens voient et comprennent l'importance des investissements faits. Il ne faut pas penser qu'aux pays qui ont des forêts tropicales, il faut aussi penser aux pays sahéliens comme le Burkina Faso. Au niveau international, des travaux sont en cours pour comprendre la séquestration du carbone dans le sol. C'est une autre dimension dont le Burkina Faso pourra bénéficier dans le futur.

Avec des méthodologies techniques assez solides sur la question, il apparaît que des pays comme le Burkina Faso apportent plus dans la lutte contre le changement climatique, contrairement à ce que beaucoup de personnes pensent actuellement. Nous avons de bons résultats qu'il faut consolider. Avec tout ce qu'on a pu voir, on va montrer les résultats à tous ceux qui financent la lutte contre le changement climatique et voir si l'on peut avoir une deuxième phase ici au Burkina Faso.

**Propos recueillis par**

**Nouroudine Lenoble LOUGUE**

Assitant en Communication / PIF-Burkina Faso







## Le NERF/NRF du Burkina Faso validé par la CCNUCC



### Contexte de l'élaboration du NRF-Burkina

Depuis 1992, la communauté internationale, à travers la Convention – Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), a reconnu les changements du climat et leurs effets néfastes comme un sujet de préoccupation pour l'humanité toute entière. À ce titre, Chaque pays-partie est demandé de fournir des efforts de réduction des émissions de Gaz à effet de serre (GES) afin de contribuer à l'atteinte de l'objectif ultime de la CCNUCC qui est de « *stabiliser les concentrations des GES dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique* ».

Le Burkina Faso a adhéré au mécanisme international de Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts ainsi que la Conservation des stocks de carbone forestiers, la Gestion durable des forêts et le Renforcement des stocks de carbone forestiers (REDD+). Ce mécanisme se met en œuvre à travers trois (03) phases : (i) la phase de préparation, (ii) la phase d'investissement et (iii) la phase de paiement basé sur les résultats dont la mise en œuvre est conditionnée par l'établissement d'un Niveau d'Emission de Référence National pour les Forêts et/ou un Niveau de Référence National pour les Forêts (NERF/NRF) conformément à la Décision 1/CP.16 en son paragraphe 71 (b).

Avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Forest Carbon Partnership Facility (FCPF) de la Banque mondiale, le Burkina Faso a officiellement commencé la phase de préparation à la REDD+ en 2014 avec le démarrage du Programme d'Investissement Forestier (PIF) et en 2017 il a engagé l'établissement du NERF/NRF.

### Processus de l'élaboration jusqu'à la validation

L'élaboration du NERF/NRF du Burkina Faso a été conduite par le bureau italien « Agriconsulting Europe SA » sous la supervision et la coordination du MEEVCC à travers un comité technique de suivi qui a été mis en place à cet effet.





Lors de l'atelier du 28 au 30 juin 2017 à Loumbila sur l'état des lieux des activités MNV/REDD+ au Burkina Faso, les participants qui constituaient de personnes ressources et, de représentants des ministères et institutions nationales ont convenu de définir les caractéristiques de base pour le NERF/NRF et d'identifier les besoins en données ainsi que les structures qui en détiennent. C'est ainsi qu'il a été décidé que la typologie « Niveau de référence pour les forêts » (NRF) avec une échelle nationale sera retenue pour le scénario de référence du Burkina Faso. Cela a l'avantage de considérer non seulement les émissions brutes liées à la déforestation et à la dégradation forestière mais aussi les absorptions liées aux dynamiques des terres forestières. Quant à la définition de la forêt, il s'agit d'« **un terrain d'une surface minimum de 0,5 ha, avec un couvert forestier de 10% au moins (strate arborée) et des arbres d'une hauteur minimale de 2 m. Sont inclus, les plantations d'arbres à vocation forestière, les parcs agroforestiers** ».

En termes de fourniture de données, la Direction Générale des Eaux et Forêts (DGEF) à travers le Service National du Système d'Information Forestière (SN-SIF) a été sollicitée pour la biomasse aérienne vivante et racinaire ainsi que le bois mort. Le Bureau National des Sols (BUNASOLS) a été sollicité pour la production du carbone organique du sol. L'Observatoire National du Développement Durable (ONDD) et l'Institut Géographique du Burkina (IGB) ont respectivement assuré la fourniture des images satellitaires et la production des bases de données d'occupation des terres (de 1992, 2002 et 2014) ainsi que les cartes de changement de 1992-2002 et 2002-2014 du couvert végétal.

L'ensemble de ce travail a permis de disposer d'une première version du NRF qui a été soumise le 05 janvier 2020 au Secrétariat exécutif de la CCNUCC. Les émissions forestières nettes annuelles obtenues de ce NRF sont de 8,329 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub>.

Dans le souci d'harmoniser les données du NRF à celles de l'inventaire national des GES volet AFAT en cours d'élaboration dans le cadre de la Troisième Communication nationale (TCN) et en tenant compte des recommandations issues de l'Assurance qualité (AQ) du secrétariat exécutif de la CCNUCC notamment sur la définition de la forêt, la non-prise en compte des feux de brousse et de certains GES, les acteurs se sont retrouvés à nouveau pour améliorer la précision des données. C'est ainsi que les 29 et 30 juin 2020, lors d'un atelier de redéfinition de la forêt, il a été retenu que dans le cadre de la REDD+ au







Burkina Faso, une forêt est « *un terrain d'une surface minimum de 0,5 ha, avec un couvert forestier de 10% au moins (strate arborée) et des arbres d'une hauteur minimale de 2 m. Sont incluses les plantations d'arbres à vocation forestière* ». La période historique retenue en conformité avec celle de la TCN du Burkina Faso est de 1995-2017 avec 2014 comme année de référence. Les GES qui sont pris en compte sont CO<sub>2</sub>, le CH<sub>4</sub> et le N<sub>2</sub>O.

Les résultats obtenus montrent que pour la période 1992-2014 les émissions annuelles du Burkina Faso s'élèvent à 10,218 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> dont 6,65 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> des émissions forestières nettes par an avec un effort de séquestration de 0,95 million de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an. Les niveaux de précision des données de base sont de tier 3 pour les BDOT et de tier 2 pour le carbone organique du sol et les facteurs d'émission.

Cette version modifiée du NRF a été soumise à l'appréciation de la CCNUCC le 17 août 2020 et finalement c'est le 25 janvier 2021 que le secrétariat exécutif de la CCNUCC a notifié que les données et informations utilisées par le Burkina Faso pour construire son NRF sont transparentes, complètes et globalement conformes aux exigences de la CCNUCC (<https://unfccc.int/documents/268036>).

### En quoi c'est un document important pour le Burkina Faso.

D'une manière générale, le NRF sert désormais de boussole pour le Burkina Faso dans l'évaluation de sa capacité et de ses efforts à contribuer à l'atténuation du changement climatique par des mesures liées à ses forêts. Il est d'autant plus important pour le Burkina Faso en ce sens qu'étant le seul pays sahélien à adhérer au processus REDD+, il peut convaincre la communauté internationale de l'importance des écosystèmes sahéliens dans le processus de l'atténuation des GES. D'où la possible répliquabilité de l'expérience Burkinabè dans d'autres pays à écosystèmes similaires.

Aussi, conformément aux décisions de la CCNUCC, le Burkina Faso peut prétendre aux financements





internationaux basés sur les résultats, évaluer l'impact des politiques et mesures prises pour atténuer le changement climatique dans le secteur forestier et contribuer à l'atténuation internationale par la mise en œuvre des mesures REDD+. Ce document donne plus de crédibilité au Burkina Faso dans la transparence climatique.

Au titre du principe d'amélioration progressive recommandé par la CCNUCC, le Burkina Faso doit œuvrer à prendre en compte la litière et le bois-énergie dans les prochaines soumissions. Aussi, doit-il élaborer des équations allométriques spécifiques pour la biomasse aérienne et améliorer le niveau de précision du COS.

### Une fois le document validé

Ce référentiel en matière des émissions/absorptions forestières permet au Burkina Faso de mettre en œuvre les activités de REDD+. Sur ce, le pays peut, à l'avenir à travers des évaluations périodiques, rendre compte de ses performances en matière de réduction des émissions forestières afin de bénéficier des financements internationaux sur le Climat. Le NRF est un maillon indispensable pour la mise en place du système de mesure, de notification et de vérification (MNV) dans le processus REDD+.





## Elaboration de la stratégie nationale REDD+ du Burkina Faso : les parties prenantes du processus s'accordent sur les orientations de l'Etude sur l'évaluation environnementale sociale et stratégique.

**L**es 28 et 29 juin 2021, le Secrétariat technique national REDD+, en partenariat avec le Programme d'Investissement Forestier (PIF) a organisé un atelier de lancement d'une Etude environnementale, sociale et stratégique de la stratégie nationale REDD+, c'est-à-dire réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts. Cette étude est d'une importance capitale pour le Burkina Faso, seul pays sahélien à adhéré au processus REDD+. Selon Mamadou BATIENE, Point focal national REDD+, « *L'Evaluation environnementale, sociale et stratégique est importante parce qu'elle va permettre d'identifier les risques et impacts négatifs potentiels de la mise en œuvre de la REDD+ au niveau national. Cela permettra de faire en sorte que la REDD+ profite effectivement aux populations* ».

L'Evaluation environnementale, sociale et stratégique de la stratégie nationale REDD+ du Burkina Faso est conduite par un cabinet international spécialisé en la matière. Dans le cadre de la préparation de l'atelier de lancement de l'étude, des concertations ont été menées au niveau central, régional, et communal. Ces consultations préliminaires ont permis d'élaborer des outils qui ont été soumis à l'appréciation des participants à l'atelier de lancement de l'étude. De l'avis de Gervais ITSOUA, membre de l'équipe chargée de conduire l'étude, « *La firme a mené une analyse pour se rassurer que toutes les parties prenantes du processus au niveau national soient prises en compte dans l'étude. Cela a permis de déceler qu'il y a certaines parties prenantes qui n'étaient pas impliquées au début du processus mais qui ont besoin d'être prises en compte. La firme a*







également identifié qu'en descendant au niveau communautaire, il y a beaucoup d'acteurs qui mènent déjà des activités à caractère REDD+ qui ont également besoin d'être associés. La firme a également élaboré un plan de consultation pour mieux conduire l'ESS du Burkina Faso ». Au cours de l'atelier de lancement l'analyse des parties prenantes et le plan de consultation ont été présentés aux participants. Les parties prenantes identifiées ont été regroupées en quatre (04) catégories selon le niveau d'intérêt et d'influence dans le processus REDD+. Quant au plan de consultation, il prend en compte les acteurs du niveau central, régional, communal et villageois. Les échanges autour de ces deux outils ont débouché sur des travaux de groupes qui ont produit des résultats satisfaisants. Pour Hermann W. KABIRE, membre de l'équipe chargée de conduire l'étude, « les objectifs de l'atelier de lancement sont largement atteints. Ce qui était prévu comme sujet à consolider a entièrement été pris en charge par les travaux de groupes. L'atelier a enregistré la participation de l'ensemble des différentes parties prenantes. Ce qui a permis d'avoir de nombreuses contributions qui ont permis

d'enrichir les rapports techniques pour la suite de l'étude ». Après le lancement de l'étude, l'équipe chargée de sa réalisation se déploiera dans les Régions concernées pour mener les consultations dans sept (07) régions du Burkina Faso, à savoir la Région de l'Est, la Région du Nord, la Région du Centre-Nord, la Région du Centre-Ouest, la Région du Centre-Sud, la Région de la Boucle du Mouhoun, et la Région du Sud-Ouest. A terme, l'étude devra mettre à la disposition du Burkina Faso un rapport sur l'évaluation environnementale, sociale et stratégique, mais aussi des outils de sauvegarde environnementale et sociale. Selon Mamadou BATIENE, Point focal national REDD+, « Cette étude permettra aussi d'élaborer un certain nombre d'outils. Il s'agit du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et le Système d'information sur les sauvegardes. En plus de ces outils, il y a des instruments qui sont exigés dans le cadre de la mise en œuvre du processus REDD+ dans tous les pays qui s'y engagent. Il s'agit du mécanisme de gestion des plaintes et des recours et le mécanisme de partage des bénéfices ».

Engagé depuis 2014 dans le processus de préparation







à la REDD+, le Burkina Faso met l'accent sur la participation effective des acteurs et de toutes les catégories socio-professionnelles. Le niveau de participation et d'engagement des parties prenantes à l'atelier de lancement de l'Etude sur l'évaluation environnementale, sociale et stratégique était fort appréciable. Au-delà de ça, des dispositions ont été prises au niveau national pour faire du processus REDD+ du Burkina Faso une référence. Selon Georges KUATE KUATE, Assistant technique international REDD+ qui appuie le Burkina Faso : « Le pays est même sur une très bonne trajectoire parce qu'il a pu s'inspirer de ce qui s'est fait dans les autres pays engagés dans le processus REDD+. En

plus de cela, le Burkina Faso a une approche atypique qui lui a permis de tester certaines actions et certaines options stratégiques sur le terrain. Ce qui fait que la contribution des acteurs est beaucoup plus éclairée par rapport à d'autres pays où parfois les échanges sont restés théoriques et stratosphériques. Le Burkina Faso s'est appuyé sur les expériences vécues et les leçons déjà apprises pour lancer son processus. Cela va lui permettre de développer une stratégie nationale REDD+ réaliste et qui permettra d'être à la hauteur des enjeux ».

**Thierry Rolland N OUEDRAOGO**

Expert en communication / PIF-Burkina Faso







# Conclusion







**P**rogramme d'Investissement Forestier est multi-secteurs et multi-acteurs avec une approche d'intervention intégrée. Après six (06) ans de mise en œuvre, le Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso a enregistré des résultats fort appréciables. **Dans le domaine de la foresterie**, 71 espaces de conservation d'une superficie totale de 29 720 ha ont été identifiés et sécurisé dans les trente-deux (32) communes d'intervention. De même, douze (12) forêts ont fait l'objet de délimitation et de bornage, le tout sur une superficie de 285 000 ha. Les activités de

reboisement ont permis de mettre en terre 905 924 plants aussi bien dans les douze (12) forêts que dans les espaces de conservation, avec un taux de survie de l'ordre de 60%. Au titre des infrastructures socio-économiques et administratives, le PIF a réalisé six (6) bases vie et deux (2) écolodges pour l'administration en charge des forêts. Il a également construit six (6) marchés de bois pour mieux organiser la commercialisation du bois de chauffe. **Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement**, le Programme d'Investissement Forestier (PIF) a réalisé seize (16) adductions d'eau potable simplifiées au profit des communautés partenaires.





**Dans le domaine de l'élevage**, ce sont quatre (4) marchés de fourrage, 210 fenils, 30 parcs de vaccination et 70 zones de pâture qui ont été mis à la disposition des éleveurs. En outre, 3 837 ruches ont été acquises pour aider les jeunes apiculteurs à moderniser leur activité. **Dans le domaine de l'agriculture**, le PIF a aménagé dix (10) bas-fonds et 50,66 ha de périmètre maraîcher. Le Programme a également construit treize (13) magasins de stockage pour les producteurs agricoles. Le PIF a également investi dans le **domaine de l'énergie**. **Dans ce secteur**, 2 050



biodigesteurs ont été réalisés. Aussi, le Programme a doté 5 313 ménages de foyers améliorés et implanté douze (12) plateformes multifonctionnelles au profit des femmes des villages riverains des forêts dans lesquelles il est intervenu. Dans le cadre de la gestion durable des

terres, 320 producteurs relais ont été formés et équipés pour la diffusion des bonnes pratiques de Gestion Durable des Terres (GDT). Les producteurs relais ont pu former à leur tour 1920 autres producteurs. La mise à l'échelle des approches expérimentées permettra d'engranger des résultats encore plus intéressants pour le Burkina Faso en matière de gestion durable des forêts et espaces boisés.







# Nos Partenaires









**Programme d'Investissement Forestier (PIF)**

**14 BP 298 Ouagadougou 14**

**Tel : +226 25 37 44 56**

**[pifburkina@yahoo.fr](mailto:pifburkina@yahoo.fr) / [www.pif-burkina.org](http://www.pif-burkina.org)**



**Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso**  
**14 BP : 298 Ouagadougou 14 / Tél : +226 25 37 44 56**  
**E.mail : [pifburkina@yahoo.fr](mailto:pifburkina@yahoo.fr)**  
**Site web : [www.pif-burkina.org](http://www.pif-burkina.org) / [www.reddplus.bf](http://www.reddplus.bf)**





**2021**

# **Programme d'Investissement Forestier 2014 -2021**

